

impreco

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 31, 31 juillet 1975

3fb, 3ff, 3fs



*portugal:
toujours
la crise*



● sommaire

PORTUGAL

- La crise, toujours la crise
- Charles Michaloux 3
- Contre le capital et la réaction, unité
prolétarienne! 9

INDE

- Où va l'Inde? - S. Bhagat 11

INDOCHINE

- La défaite impérialiste au Vietnam: ses
causes, son sens et ses conséquences
historiques - Ernest Mandel 16

PEROU

- La crise du régime militaire nationaliste
- Guillermo Lima 26

ESPAGNE

- Les prisonniers politiques appellent à la
solidarité avec Garmendia et Otaegui 32

NOS DATES DE PUBLICATION POUR L'ETE

Ce numéro d'INPRECOR est le dernier à paraître avant les vacances d'été. Il n'y aura pas de numéro d'INPRECOR en août. Nous reprendrons notre parution régulière, tous les 15 jours, avec le numéro du 11 septembre. Vu l'importance cruciale des derniers événements au Portugal, nous avons dû retarder le numéro spécial consacré à la révolution indochinoise. Il paraîtra en automne.

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS



CHARLES
MICHALOUX

PORTUGAL la crise, toujours la crise

LISBONNE-- La situation générale au Portugal est dominée par les traits suivants. La montée révolutionnaire qui s'accélère et s'approfondit depuis décembre 1974 ne rencontre pas un appareil d'Etat bourgeois, des forces de répression, ou des structures politiques capables de la contenir ou de l'écraser à l'étape présente. Mais elle ne rencontre pas non plus un degré d'auto-organisation (une situation dans laquelle existent déjà des organes de pouvoir ouvrier sur une échelle plus ou moins généralisée), un niveau de conscience, ou une direction révolutionnaire de la classe ouvrière, qui rendraient possible la conquête du pouvoir par le prolétariat, allié à la paysannerie pauvre et aux soldats révolutionnaires, comme une issue immédiate, à court terme,

Il en résulte une tension sociale et politique plus ou moins permanente, un sentiment de crise présent dans tous les secteurs politisés de la société, une succession d'événements dramatiques, de crises ministérielles, de coups de théâtre politiques, de heurts plus ou moins violents entre les forces politiques et les classes sociales principales, qui cherchent à modifier les rapports de force avant qu'une décision ne puisse être imposée dans un sens ou dans un autre.

Dans le camp bourgeois, le but principal pour suivi c'est le rétablissement d'un instrument cohérent et efficace d'autorité politique, ainsi que des premiers éléments d'un appareil de répression opératoire. Après les crises successives qui l'ont secoué, surtout la crise de mars et la crise de juillet 1975, le MFA origi-

nel ne peut plus remplir ce rôle. Son autorité est sapée au sein de la bourgeoisie autant qu'au sein du prolétariat. Son unité est brisée. Cela signifie qu'il est incapable d'initier une politique de répression systématique contre les formes les plus avancées et les plus dangereuses du point de vue de la bourgeoisie, d'auto-organisation des masses : occupations d'usines et d'entreprises ; expériences de contrôle ouvrier ; occupations de terres, de logements, etc ; expériences de création d'organismes d'auto-défense ouvrière ; formes d'auto-organisation démocratique des soldats.

Dans ces conditions, la bourgeoisie opte dans une première phase en faveur de la reconstitution de l'ordre bourgeois par la voie parlementaire et légale, comme elle le fit en Allemagne en décembre 1918-janvier 1919 ou en Espagne républicaine dans la période août 1936-avril 1937. Tel est le sens de l'offensive de Soares qui met en avant l'Assemblée Constituante non pour s'opposer à une prétendue "dictature militaire" inexistante, mais pour s'opposer explicitement à "l'anarchie" et à "l'absence d'autorité" du gouvernement, qui conduiraient à la "dictature communiste".

Toute la bourgeoisie portugaise et internationale appuie cette manœuvre. L'appui de la bourgeoisie internationale est particulièrement prononcé. La bourgeoisie impérialiste d'Europe suspend l'aide financière promise au capitalisme portugais croulant, jusqu'à ce que l'autorité soit rétablie au niveau du gouvernement, que des garanties de consolidation de la démocratie parlementaire, c'est-à-dire

bourgeoise, soient fermement données, et qu'un début de rétablissement de l'ordre bourgeois soit assuré dans les entreprises.

Au sein même du MFA, sans parler du corps des officiers de l'armée non affiliés au MFA, ces appels reçoivent un écho croissant. Surtout dans le nord du pays, les garnisons sont contrôlées par des officiers politiquement enclins vers les solutions bourgeoises, y compris des solutions bourgeoises radicales. L'aviation dans son ensemble est contrôlée par des forces similaires. Le grand obstacle sur la voie d'un pronunciamento militaire de droite, c'est la cassure du corps des officiers en deux, et le refus d'obéissance dans une couche croissante de soldats et de marins qu'il risque de provoquer, aussi longtemps que la montée du mouvement de masse se poursuit. Cela déboucherait sur une crise dans laquelle l'appareil d'Etat bourgeois serait encore plus affaibli et impuissant qu'il ne l'est déjà aujourd'hui.

Dans le camp du prolétariat, l'aile marchante et radicalisée des ouvriers des grandes entreprises de Lisbonne, de Porto et d'ailleurs, continue sa pression et ses initiatives dans le sens de l'auto-organisation et de l'auto-défense autonomes des masses. Elle élargit ses initiatives pour politiser et lier à elle des secteurs croissants des soldats et des marins. Mais elle est aujourd'hui encore minoritaire. Et elle est en général politiquement confuse et prête souvent le flanc aux manoeuvres de l'adversaire.

Le PS a utilisé l'incident de Republica pour déclencher une offensive dans le sens du rétablissement de l'ordre et de l'autorité bourgeois dans les entreprises et dans l'Etat, sous le couvert de l'Assemblée Constituante. La confusion politique d'une partie de l'avant-garde ouvrière, le sectarisme et la tradition idéologique stalinienne du PC, l'ont puissamment aidé dans ce sens. Mais la logique interne de la manoeuvre de Soares commence à accentuer

les contradictions internes du PS, entre un projet politique clairement contre-révolutionnaire de la direction et la conscience de classe élémentaire d'une bonne partie de la base social-démocrate, favorable au contrôle ouvrier, aux commissions ouvrières, voire à la poursuite et à l'approfondissement du processus révolutionnaire.

Le PC a manifestement perdu l'initiative politique. La violente offensive anti-communiste de la bourgeoisie et de la social-démocratie l'a ébranlé et d'abord rejeté quelque peu vers la gauche. Mais la logique de son orientation stratégique, les intérêts de la bureaucratie soviétique, sa tradition "frontiste", font qu'il incline de plus en plus à considérer l'aile "progressiste" du MFA comme son seul allié valable, voire comme le seul instrument à travers lequel il peut réaliser son dessein politique. Un reclassement des courants politiques au sein du MFA risque donc de le rejeter de nouveau vers la droite.

Les marxistes révolutionnaires ont leur voie à suivre toute tracée devant eux, dans ces conditions là. Ils doivent accentuer leur campagne pour la création, l'extension, la coordination et la généralisation des organes d'auto-organisation démocratique des ouvriers, des paysans, des soldats, des locataires. Ils doivent conclure des accords d'unité d'action immédiats avec toutes les forces politiques prêtes à s'engager dans la même campagne. Ils doivent apparaître simultanément comme la force politique la plus unitaire du mouvement ouvrier portugais, menant une campagne pour le front unique ouvrier qui condamne parallèlement l'anti-communisme réactionnaire des dirigeants sociaux-démocrates et maoïstes et le stalinisme criminel des dirigeants du PC. L'unité de tout le prolétariat et de toutes les masses laborieuses portugaises présuppose qu'au sein des structures de conseils des travailleurs qui dirigeront la révolution socialiste au Portugal, le pluralisme des partis sera la règle, l'autonomie des partis politiques et leur droit à une



presse indépendante, ainsi que leur accès à tous les moyens de diffusion massive, seront strictement garantis, l'élection des délégués dans les assemblées générales et non leur nomination ainsi que leur révocabilité au gré des électeurs, seront assurées.



La lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat dans une situation comme celle du Portugal ne peut pas se réduire à la propagande pour que les dirigeants du PS et du PC rompent avec des ministres bourgeois. Elle implique une lutte pour que la rupture avec la bourgeoisie s'étende à toutes les structures de l'Etat bourgeois croulant, pour que le gouvernement des organisations ouvrières se fonde sur les seuls organes d'auto-représentation des masses eux-mêmes, dont la centralisation dans une Assemblée populaire doit être vigoureusement propagée et activement préparée.

La crise permanente du gouvernement provisoire

La crise politique prolongée se traduit aujourd'hui par un véritable vide gouvernemental. Plus d'une semaine, qu'il n'y a pas de gouvernement au Portugal. Et tout dit que le 5e gouvernement provisoire qui succèdera à celui qui vient de s'effondrer lamentablement sera bien fragile, lui aussi.

La crise est là et bien là. Mais Soares et la direction du PS se flattent de l'avoir provoquée par leur départ du gouvernement, le 11 juillet. Il faudrait plutôt dire que leur démission, enregistrée sèchement comme un constat de divorce par le Conseil de la Révolution réuni le 12 juillet, n'a fait que mettre à jour ce qui minait souterrainement le régime depuis bien plus longtemps.

Par ses hésitations, ses compromis, son impuissance, le gouvernement s'est mis tout le monde à dos. La bourgeoisie, exaspérée de voir le MFA céder à chaque fois sous les coups

de boutoir de la combativité ouvrière, lui a retiré l'appui réservé qu'elle lui avait donné pour tenter de contrôler quelque peu la situation, par PPD et PS interposés. Les travailleurs, à force d'attendre que ce gouvernement, qui se prétendait le leur, prenne des mesures énergiques pour juguler la crise économique dont ils sont victimes, sont passés de la confiance à la méfiance, voire à la franche hostilité.

Le gouvernement de coalition s'éteint sans un regret de la part de ceux qui assistent à son agonie.

Jusque là, tout semble aller dans le sens souhaité par la direction du PCP. La dernière assemblée du MFA n'a-t-elle pas adopté un "document-guide" très proche des conceptions défendues par le PCP : la transformation graduelle de l'appareil d'Etat bourgeois par une injection soigneusement dosée de "participation populaire" canalisée et contrôlée par le MFA (le "libérateur prestigieux" du 25 avril 74) ? Et le rapport de Vasco Gonçalves, adopté à une faible majorité mais majorité quand même par l'assemblée du MFA ne constitue-t-il pas une ligne "qui engage tout le MFA" et "satisfait pleinement le PCP" ?

Sous le titre "transformation de l'appareil d'Etat et Liaison MFA-peuple", le général premier-ministre disait : "Il convient d'accentuer les deux conditions les plus importantes de réalisation pratique du processus socialiste. La première consiste à transformer l'appareil d'Etat, impliquant que sa domination en fasse un instrument cohérent pour la réalisation des intérêts des travailleurs. La seconde consiste à créer des organes de pouvoir populaire indépendants des partis, appuyés sur la démocratie directe, qui puissent exercer une dynamisation et un contrôle de l'appareil d'Etat en tranformation. La liaison MFA-Peuple permettra, bien comprise et bien mise en pratique, la réalisation de cette seconde condition". On prétend que Vasco Gonçalves est membre du PCP depuis 1965 ; en tous cas, il y a sa place. Et le PCP s'en est taillé une bonne dans le MFA.

Le gouvernement est mort, vive le gouvernement ! Vasco Gonçalves est confirmé dans ses fonctions de Premier Ministre et s'attelle à la formation du 5e gouvernement provisoire. Tout le monde défile à sa résidence de São Benito.

Le 17 juillet, Vasco Lourenço, porte parole du Conseil de la Révolution, annonce la fin du gouvernement de coalition tandis que le PPD voit les conditions qu'il posait à son maintien dans l'équipe gouvernementale officiellement rejetées par le MFA. Le 18, les membres de l'ex-MES --c'est-à-dire les ex-membres du MES qui ont rejoint le MFA après le 11 mars-- démissionnent du gouvernement. João Cravinho et Jorge Sampaio remettent au premier mi-

nistre un document dans lequel ils affirment : "La révolution manque d'un centre de pouvoir. Le MFA est maintenant le principal responsable du processus révolutionnaire. Sans un projet mobilisateur pour les masses et compréhensible par elles, le pouvoir politique perd sa cohérence interne et laisse le champ libre aux plus stériles des luttes de partis".

On s'oriente effectivement vers la formation d'un gouvernement militaire auquel seraient associés, "à titre individuel", des membres du PCP, de l'ex-MES, voire même du MES et du FSP qui sont contactés. Le PCP appuie le projet, très confiant dans le rapport de forces qu'il a établi au sein du MFA, et prévoyant que ce gouvernement adoptera majoritairement ses positions.

Ce ne sont pas les 15.000 personnes rassemblées devant le siège du PS à Lisbonne, le mercredi soir 15 juillet, qui peuvent constituer un obstacle à sa réalisation. Du moins, c'est ce que pensent Alvaro Cunhal et Vasco Gonçalves.

Le plan de campagne du PS

"Le PS a perdu une bataille, mais pas la guerre" déclarait Mario Soares au lendemain de la démission des ministres et secrétaires d'Etat socialistes. La direction du PS met sur pied en quelques jours un véritable plan de campagne. Des troupes d'abord qu'on reprend en mains en affublant la prise de position de la direction du PS contre les organes naissant du pouvoir des travailleurs de quelques rododromes lyriques sur le "socialisme dans la liberté" ; et qu'on recrute à toute vitesse et par tous les moyens : la direction du PS ramène le ban et l'arrière-ban par l'hystérie contre le "communisme totalitaire" et le "social-fascisme". Des généraux ensuite qu'il faut rallier et faire rompre avec leur fétichisme de l'unité du MFA.

Le vendredi 18 juillet, Melo Antunes, Ministre des Affaires Etrangères, s'envole pour Rome. A l'aéroport, il confie à qui veut bien l'entendre que c'est sans doute son dernier déplacement officiel. Il prévoit que le nouveau gouvernement se fera sans lui, le défenseur attitré des thèses du PS au sein du Conseil de la Révolution. A son arrivée à Rome, il donne une conférence de presse au cours de laquelle il déclare que toute solution politique à la crise passe par un gouvernement comprenant le PS et le PPD.

Avec une belle synchronisation, le soir même du 18 juillet à Porto, le PS frappe un grand coup en réunissant 70.000 personnes au stade das Antas. Le lendemain samedi, c'est plus de 100.000 personnes qui se rassemblent sur l'Alameda Afonso Henriques pour écouter les discours des principaux dirigeants du PS attaquant avec une violence inouïe -- sous le regard attendri des représentants des princi-

paux PS européens, dont Rocard-- le PCP "social-réactionnaire et assassin qui veut transformer le Portugal en un immense camp de concentration" et "les capitaines un peu rapidement promus généraux qui soutiennent ses menées totalitaires". Soares réclame "un gouvernement d'union nationale où le PS, représentant du peuple portugais, doit avoir toute sa place". Il exige aussi la démission de Vasco Gonçalves et son remplacement par "un premier ministre réellement indépendant", "qui respecte la volonté populaire exprimée par le suffrage universel".

A Porto comme à Lisbonne, Soares se lave les mains à l'avance quant aux conséquences que ses diatribes anti-communistes et réactionnaires peuvent avoir sur la foule surchauffée. Dans la nuit, des groupes incendieront les kiosques de propagande du MDP et du PCP dressés sur la place Humberto Delgado de Porto, avant de tenter de prendre d'assaut les studios de Radio-Club Portugal protégés par l'armée.

A Lisbonne, les quelques camions et jeeps militaires qui se trouvent autour du meeting manquent d'y rester ; des militants de la LCI venus distribuer un tract au rassemblement (voir ci-contre) doivent à la protection des journalistes étrangers de ne pas être lynchés par la furie de ceux qui hurlent "les cocos à Moscou".

En dépit de ses proclamations "socialistes", la campagne organisée par la direction du PS contre le PCP a ouvert les vannes à une offensive réactionnaire d'envergure. De jeudi à samedi, les locaux des organisations révolutionnaires, du PCP et de l'Intersyndicale sont attaqués à Alcavém, Sacavém, Leiria, Batalha, Porto de Mos, Aveiro, Rio Maior, Lominha et Cadaval. La nouvelle se répand, confirmée par des soldats révolutionnaires affectés au service des transmissions de l'armée, que 200 mercenaires enrôlés en Angleterre viennent d'arriver en Espagne pour rejoindre les concentrations de l'ELP, estimées à 5.000 hommes armés, massés sur la frontière espagnole. Vendredi et samedi, les soldats et officiers sont mis en état d'alerte dans les casernes tandis que les militants révolutionnaires du MES, de la LUAR, du FSP et de la LCI se tiennent en étroit contact avec le PCP, les sections syndicales et les commissions de travailleurs et de moradores, pour faire face à toute éventualité.

A aucun moment, la direction du PS ne prendra nettement position par rapport à cette inquiétante vague qui déferle, surtout dans le nord où des villages entiers sont sous le contrôle des forces réactionnaires.

La direction du PS, en fait, mise sur cette brusque tension de la situation à laquelle elle n'a pas peu contribué, pour faire apparaître son rôle dans l'Etat encore plus indispensable "au maintien de l'ordre". Mais ce subtil chantage pourrait bien se retourner à terme en une

grossière agression réactionnaire contre l'ensemble du mouvement ouvrier, dont sont toujours partie intégrante les travailleurs socialistes.

La direction du PS a dangereusement joué avec le feu au cours de cette semaine agitée. En chauffant ses militants et sympathisants à blanc contre la "dictature communiste", elle a permis que se mêlent à ses meetings et manifestations des bandes fascistes venues là pour casser du rouge, en attendant de pouvoir casser de l'ouvrier tout court, quel que soit son parti ou son organisation.

Ces derniers jours ont donné un avant-goût effrayant de ce que pourrait être la hargne fasciste si elle parvenait à se réinstaller au Portugal, à la faveur d'une division persistante dans le mouvement ouvrier. Il faut tout faire pour que cela n'arrive jamais.

L'aventurisme du PCP

Dans la division du mouvement ouvrier intervenue ces derniers jours, et qui peut tragiquement menacer l'avenir de la classe ouvrière portugaise, la direction du PCP a une part importante de responsabilité.

Les dirigeants du PCP ont essayé de transformer une nécessaire mobilisation contre la réaction en une manoeuvre d'isolement du PS. Ils ont voulu profiter du sentiment très vif, répandu parmi les travailleurs, de la nécessité de barrer la route à un fascisme de plus en plus arrogant pour pousser cyniquement le PS --et pas seulement sa direction-- à lier son sort à celui de la droite, c'est-à-dire, concrètement, au PPD, au CDS et à tous les groupuscules réactionnaires.

La direction du PCP espérait ainsi provoquer l'entrée en jeu du MFA à ses côtés et, par là, la marginalisation politique prolongée du PS.

Pendant quelques jours, la direction du PCP s'est engagée, à sa plus grande déconfiture, dans une politique de dénonciation du "social-fascisme" d'ailleurs parallèle à celle que la direction du PS pratiquait à son égard.

Dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 juillet, des communiqués du PCP et de l'Intersyndicale appelaient à l'érection de barricades pour empêcher une hypothétique "marche sur Lisbonne" c'est-à-dire en fait le meeting du PS.

A supposer qu'il y ait eu une marche sur Lisbonne en préparation, la première chose à faire était de lancer une offensive en direction du PS--de ses militants et de sa direction--pour qu'il se joigne à l'organisation de l'auto-défense ouvrière destinée à lui barrer la route. Pour cela, il aurait fallu au préalable assurer les militants du PS de la reconnaissance de leur droit en tant que parti ouvrier à tenir

des réunions et des manifestations. Cela aurait contraint la direction du PS à se prononcer clairement, et son éventuelle ou probable absence de réponse aurait au moins aidé un nombre important de militants socialistes qui commencent déjà à se manifester, à y voir clair sur l'orientation réelle de leur direction et à se joindre aux travailleurs communistes et révolutionnaires dans l'organisation d'une riposte à la réaction.

La folie aventuriste et sectaire du PCP n'a, au contraire, contribué qu'à aider la direction du PS à ressouder sa base autour d'elle, sous l'invocation de la menace du PCP. Le réflexe de patriotisme de parti, évidemment mêlé à des préjugés réactionnaires et anti-communistes, a donc pu jouer à plein pour assurer le succès des meetings du PS, présentés par la direction social-démocrate comme "une grande victoire contre la tentative d'étouffement stalinienne".

Aux "barricades" de Lisbonne, rapidement prises en main par le COPCON, ne participaient d'ailleurs qu'environ 2.000 personnes. La direction du PCP elle-même avait dû donner le contre-ordre en fin de soirée devant l'hostilité que rencontrait son initiative dans de larges secteurs de la classe ouvrière, peu enclins à servir de marche pied aux manoeuvres du PCP pour la formation du prochain gouvernement.

Après avoir essayé en vain de prendre le contrôle de la manifestation des commissions de travailleurs et de moradores appelée à Porto le vendredi 18 (et succédant à celle de Lisbonne du mercredi 16) dans la nuit, la direction du PCP tentait de se couvrir en convoquant une réunion unitaire avec le MES, la LUAR, le FSP et la LCI à laquelle refusaient de se rendre ces organisations.

Comment expliquer ce qui peut apparaître comme une grossière erreur aventuriste du PCP ? En premier lieu par la volonté de la direction du PCP d'asseoir à tout prix sa prépondérance dans le MFA. D'une certaine manière, le PCP préfère l'unité d'un MFA où il aurait une influence prédominante à l'unité de combat de la classe ouvrière dont il commence à sentir qu'elle peut très vite menacer le contrôle actuel qu'il exerce sur le mouvement ouvrier organisé. La radicalisation des travailleurs portugais commence à affecter le PCP qui perd pied dans certains syndicats et commissions de travailleurs ou de moradores, au profit des révolutionnaires. Ainsi la direction PCP s'est vue déloger du syndicat des enseignants par une liste MES-militants d'extrême gauche indépendants. Dans le syndicat du bois de la région de Porto (qui rassemble plusieurs milliers d'ouvriers) la LCI a gagné des positions prépondérantes sur le PCP. Dans les CTT (postes), les assurances et les banques de Lisbonne, les listes d'extrême gauche ont

réuni des pourcentages qui frisent parfois la majorité.

Ne se satisfaisant plus seulement de chevaucher la combativité ouvrière et populaire, la direction du PCP a voulu lui donner un grand coup de cravache "gauchiste" qui la débarrasse du PS, au moins le temps que le MFA vienne parachever la besogne.

Cette aventure typiquement bureaucratique a eu pour seul résultat d'isoler le PCP dans le mouvement ouvrier, entre le PS sur sa droite et les révolutionnaires sur sa gauche. Il est maintenant indispensable de travailler --vite-- à reforcer l'unité des travailleurs là où elle peut s'exprimer le plus efficacement : dans les commissions de travailleurs, les commissions de moradores et les assemblées populaires.

Dans et hors des casernes

Pourtant, derrière les grandes manoeuvres qu'orchestraient la direction du PS et celle du PCP en direction du MFA qui en est l'enjeu, deux manifestations ont marqué ces journées de crise gouvernementale du sceau de l'avenir. La première s'est déroulée à Lisbonne le mercredi 16 juillet et a rassemblé, à l'appel des commissions de travailleurs et de moradores de la capitale, une dizaine de milliers de manifestants défilant sous les mots d'ordre de "contre la réaction, contre le capital - unité prolétarienne !", "Ouvriers et paysans, soldats et marins, unis nous vaincrons !" et "contrôle ouvrier - pouvoir populaire !".

Pour la première fois depuis le 25 avril, des centaines de soldats avaient pris place dans le cortège. Les soldats du RALIS (Régiment d'Artillerie légère de Lisbonne) étaient venus au complet avec leurs tanks et auto-mitrailleuses blindées sur lesquelles se juchèrent rapidement des centaines de manifestants brandissant des drapeaux rouges. Ceux du RIOQ (Régiment d'intervention opérationnel de Queluz), des unités de la Police Militaire et d'autres régiments de la ville étaient là aussi, levant le poing en chantant l'Internationale.

A Porto, les manifestants seront encore plus nombreux, et cela en pleine crise, quelques heures avant le meeting du PS du vendredi 18 juillet. Cette fois, l'Intersyndicale appelle à la manifestation. Pour tenter de la récupérer au profit de l'orientation du PCP certes (ce qui échouera complètement) mais aussi parce que la direction du PCP a compris le danger qu'il pouvait y avoir à se tenir à l'écart de ces premiers rassemblements de rue des organismes autonomes de travailleurs, franchissant les limites de leur quartier ou de leur entreprise, pour venir s'affirmer déjà comme l'ébauche d'une alternative politique à la crise.

La présence de nombreux soldats dans ces rassemblements signifie bien plus que la participation des régiments les plus radicalisés de

l'armée portugaise. C'est le signe de la pénétration croissante du mouvement d'organisation autonome de la classe ouvrière dans les casernes, particulièrement dans un contexte de tension propice à une attaque de la réaction. Ceci se confirmera tout au long de la semaine.

Samedi soir au SICA 1 (régiment de blindés de Porto), les soldats se réunissent en assemblée plénière pour discuter de la situation. Devant les machinations réactionnaires et anti-communistes du commandant, ils décident de le démettre de ses fonctions et d'en élire un autre à sa place. Des assemblées analogues se tiendront dans la zone de Lisbonne, au RALIS, à la caserne d'EPAME. A chaque fois, les discussions y témoignent du haut niveau de radicalisation des soldats et aussi de la polarisation réactionnaire de certains officiers, membres du MFA comme de bien entendu.

La crise, à son zénith samedi soir, aura révélé des fissures profondes dans l'armée, et particulièrement dans le corps des officiers dont certains commencent à lorgner à droite pour trouver une protection à leurs galons, souvent gagnés dans la sanglante guerre coloniale.

La tension des derniers jours, en se retirant provisoirement, laisse gravée la leçon qu'ont apprise bien des soldats et officiers révolutionnaires : c'est hors des campements militaires, dans la défense des conquêtes ouvrières autour des organismes de lutte anti-capitalistes autonomes des travailleurs, que se trouve le poids décisif qui écrasera la réaction qui a montré le bout du nez les 18 et 19 juillet. C'est avec les commissions de travailleurs et de moradores, avec les assemblées populaires que doivent s'allier les assemblées d'unités représentatives du contingent pour empêcher une partie de la hiérarchie militaire de nuire.

Un autre gouvernement provisoire-jusqu'à quand?

Quelle que soit la solution finalement adoptée à la formation du cinquième gouvernement provisoire, elle n'est pas viable.

Si la pression du PS réussit à faire nommer par le Conseil de la Révolution un nouveau gouvernement de coalition, il est probable qu'il serait de courte durée. Un gouvernement avec un premier ministre flanqué d'un vice-premier ministre proche du PS (Vasco Lourenço ?), où siégerait un nombre important de ministres du PS (à titre individuel pour sauver la face) serait rapidement déchiré devant la première décision importante. Et les décisions importantes sont légions à devoir être prises en ce moment au Portugal ! Ce ne serait que partie remise pour quelques semaines, peut-être même --au train où vont les choses-- pour quelques

jours. La direction du PS annonce d'ailleurs la couleur ; sa participation au gouvernement, c'est l'arrêt de "l'anarchie" (des nationalisations, des expropriations, des occupations de terres), le respect des engagements étrangers. Avec un tel programme, le gouvernement s'il ne se brise pas de l'intérieur, aura fort à faire pour contenir l'hostilité extérieure des travailleurs fatigués de la collaboration de classes qui paralyse leur marche en avant,

Si, par contre, la prochaine assemblée du MFA, deux fois remise et fixée jusqu'à nouvel ordre au 27 juillet, continue sur la lancée de la dernière en lâchant encore du lest face à la détermination des travailleurs, alors c'est le MFA lui-même qui se déchire. Un gouvernement militaire auquel serait associées des "personnalités révolutionnaires compétentes" trouverait dans son berceau la hache de guerre qu'y aurait déposée le secteur le plus à droite du MFA. Sous une forme ou sous une autre, celui-ci s'allierait alors avec le PS, quand ce ne serait pas la droite réactionnaire elle-même pour déchaîner un mécontentement et un climat de crise politique permanente propice à son renversement, pacifique si possible, violent si nécessaire.

Dans les deux cas la crise, on peut être certain, rebondira, si tant est qu'elle s'assagisse jamais.

C'est une véritable course contre la montre qui s'engage. Le pouvoir des travailleurs, au travers de son Assemblée Populaire Nationale, doit pouvoir prendre la relève de ce régime déconfit avant que l'impuissance de cinq gouvernements provisoires ne suscite la traditionnelle poussée réactionnaire vers "la loi et l'ordre" de la bourgeoisie, en l'absence d'une classe ouvrière organisée pour mettre en oeuvre sa détermination à en finir avec cette crise permanente. Il n'y a pas un jour de trop pour gagner cette bataille. Le sort de la révolution portugaise est en jeu. Et le destin de la révolution socialiste en Europe avec lui.

21 juillet 1975

* * *

Nous publions ci-dessous le texte de la déclaration de la LCI distribuée à Lisbonne le 19 juillet, et notamment au meeting du Parti socialiste.

contre le capital et la réaction, unité prolétarienne

Depuis quelques jours la situation s'est à nouveau tendue. La plus grande confusion règne, alimentée par les bruits les plus divers.

La LCI (Organisation portugaise de la IVe Internationale) estime qu'il est de son devoir d'essayer de faire la clarté sur cette situation afin d'envisager avec les travailleurs, tous les travailleurs -quel que soit le parti ou le courant du mouvement ouvrier dont ils se réclament- les moyens d'une riposte d'ensemble.

1) L'incapacité d'un gouvernement qui essaie de marier l'eau et le feu --les intérêts des travailleurs avec des garanties pour la bourgeoisie qui les exploite-- vient de se conclure lamentablement par la déroute du 4e gouvernement provisoire.

Il n'y a aujourd'hui plus de gouvernement au Portugal. Chacun sait, chaque travailleur sent que seul un gouvernement défendant les intérêts des ouvriers, des paysans et de tous ceux qui sont victimes de l'oppression capitaliste, peut sortir le pays de la crise.

Pour cela, il faut qu'il soit mis fin à l'hésitation, au compromis, aux tergiversations qui

essaient de replâtrer ce qui est défait par la propre combativité des travailleurs. Pour cela, il faut un gouvernement décidé à abattre le capitalisme en s'appuyant sur l'immense force des travailleurs organisés dans leurs commissions de travailleurs, leurs commissions de moradores et leurs assemblées populaires ; un gouvernement responsable devant une Assemblée Populaire Nationale, représentative de l'ensemble de la classe ouvrière, des paysans et des soldats.

2) Il est clair que la direction social-démocrate du PS refuse cette perspective. Quels que soient les mots qu'elle emploie pour flatter les aspirations spontanées de ceux qui lui font encore confiance, la direction du PS a quitté le gouvernement pour lutter contre l'auto-organisation des travailleurs que l'Assemblée du MFA a été obligée de reconnaître. Voilà la vérité.

D'autre part, la direction du PS utilise la campagne qu'elle a lancée pour faire revenir la prochaine assemblée du MFA sur sa décision, ou au moins la modérer. Elle cherche ainsi à garantir ses éventuelles positions au futur gouvernement et même à les renforcer.

La direction du PS préfère la possibilité des combines parlementaires de la Constituante au développement du pouvoir des travailleurs, en civil ou sous l'uniforme, organisés sur leurs lieux de travail et d'habitation.

La direction du PS préfère l'alliance avec les sociaux-démocrates comme Schmidt, Wilson et Palme, loyaux gérants du capitalisme européen, à l'extension de la solidarité internationale avec la révolution portugaise par dessus les frontières des Etats bourgeois qui menacent maintenant de l'étouffer.

Mais est-ce cela que voulaient les centaines de milliers de travailleurs, membres ou sympathisants du Parti Socialiste, quand ils lui ont donné leur confiance ? Nous sommes convaincus que non. Les travailleurs socialistes, quelles que soient leurs illusions que nous voulons dissiper, aspirent à l'abolition du système capitaliste d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme et sont des partisans sincères de la construction d'une société sans classe où les travailleurs exerceront tout le pouvoir et bénéficieront de toutes les libertés socialistes, sans comparaison aucune avec les "libertés" formelles de la démocratie bourgeoise.

3) Dans la division du mouvement ouvrier dont nous sommes aujourd'hui témoins et qui risque de devenir dramatique pour l'avenir, la direction réformiste et stalinienne du PCP porte une part importante de responsabilité.

Au lieu d'oeuvrer à l'unité du Front Prolétarien contre la bourgeoisie réactionnaire qui relève maintenant la tête, la direction du PCP tente d'utiliser la mobilisation populaire comme un pion dans son jeu politique avec le MFA.

Au lieu de tout faire pour rassembler les forces ouvrières et révolutionnaires là où elles doivent l'être, sur les lieux de travail et d'habitation, la direction du PCP tente --avec sectarisme-- de poser à l'unique force révolutionnaire en poussant les travailleurs du PS dans les bras de la droite.

Travailleurs communistes, socialistes et révolutionnaires, tous ont le droit de s'organiser dans leurs différents partis pour exprimer leurs opinions sur les moyens du combat à livrer contre le capitalisme et les modalités de construction du socialisme.

Mais il n'y a qu'ensemble et unis, comme le 28 septembre et le 11 mars, que nous pouvons définitivement écraser la réaction.

4) Nous défendrons toujours inconditionnellement le droit des organisations ouvrières à tenir des meetings et à organiser des manifestations, quels que soient nos désaccords avec leurs objectifs.

De ce point de vue les manœuvres de la direction du PCP de ces deux derniers jours --dans lesquelles elle a en vain essayé d'attirer le FSP, le MES et la LCI-- ne contribuent en rien à l'érection de ce Front Unique Ouvrier.

Mais les travailleurs du PS ne doivent pas permettre que, derrière ces initiatives, s'engouffre la réaction à l'attaque contre les organisations ouvrières à Aveiro, Rio Maior, Lorinha, Porto de Mos, Cadaval et Batalha.

Ensemble avec leurs frères de classe, ils doivent briser les reins aux fascistes, en organisant la vigilance populaire des locaux des partis ouvriers et des syndicats, en s'unissant autour de leurs organismes autonomes de lutte anti-capitaliste et en préparant leur auto-défense en liaison étroite avec les soldats et marins. Les travailleurs ne doivent pas permettre que les discussions et débats, légitimes au sein du mouvement ouvrier, ne facilitent l'offensive de la contre-révolution.

La LCI s'adresse à tous les travailleurs, et particulièrement aux travailleurs socialistes et communistes : en ce moment décisif, c'est l'unité prolétarienne qui doit l'emporter !

- Tous ensemble dans nos commissions de travailleurs, nos commissions de moradores, nos assemblées d'unité, nos assemblées populaires pour la construction de l'Assemblée Populaire Nationale, organe du pouvoir des travailleurs ! Pour le gouvernement des travailleurs !

- Contre le capital et la réaction, unité prolétarienne ! Vigilance !

- En avant vers la révolution socialiste !

Le 19 juillet 1975

Le Comité Exécutif de
La Ligue Communiste Internationaliste

Meeting de la LCI

Le 24 juillet, la LCI a organisé au Palais des Sports de Lisbonne un meeting de solidarité avec les prisonniers politiques et les travailleurs de l'Etat espagnol, meeting qui fut un énorme succès. De 5 à 6.000 personnes y ont participé. Vu l'importance des derniers événements au Portugal, un orateur du Bureau politique de la LCI a, au début de la réunion, développé les réponses tactiques et stratégiques que l'organisation sympathisante de la IVe Internationale au Portugal propose au prolétariat portugais dans la montée révolutionnaire actuelle. Il fut ovationné par la foule rassemblée.



OU VA L'INDE?

La proclamation de l'état d'urgence et l'instauration d'une dictature constitutionnelle par Indira Gandhi reposent une série de questions fondamentales par rapport à l'Inde. Quelle est la nature de l'Etat indien ? Quelle est la forme de pouvoir politique que la classe dominante de l'Inde préfère à l'étape présente ? Indira Gandhi a-t-elle transformé de manière décisive la situation en proclamant l'état d'urgence ? Avant de répondre à ces questions, expliquons les raisons principales de la proclamation de l'état d'urgence.

Le parti du Congrès a détenu un monopole complet de pouvoir au niveau du gouvernement central depuis l'indépendance du pays acquise en 1947. Ce pouvoir bourgeois a été plus stable que nulle part ailleurs dans un pays semi-colonial, et même que dans plusieurs pays d'Europe capitaliste. Ce monopole n'a jamais été sérieusement mis en question dans l'arène de la politique parlementaire bourgeoise. Il a été détruit dans quelques Etats, mais jamais au niveau du gouvernement central.

Les élections de 1971 se soldèrent par une nouvelle victoire électorale écrasante du Parti du Congrès. Son dirigeant principal, Indira

Gandhi, émergea de ces élections fortement renforcé. Mais, au cours des cinq années suivantes, la crise sociale prit sa vengeance sur le parti du Congrès. Des explosions populistes se produisirent. Par un bloc dirigé par la figure bonapartiste de Jaya Prakesh Narayan, et dominé pour l'essentiel par les anciens opposants de droite d'Indira Gandhi au sein du Parti du Congrès autour de Morarji Desai ainsi que par le parti raciste d'extrême-droite Jan Sangh, avec la participation du PS et du PC (marxiste).

Les succès de foule que ces vieux routiers de la politique ont pu obtenir ont incontestablement inquiété la direction centrale du Parti du Congrès. Le fait que le mouvement populiste fut canalisé vers une opposition parlementaire "unifiée", prête à ébranler la majorité du Congrès aux élections législatives de 1976 ; le fait que cette opposition "unifiée" venait de remporter un important succès aux élections dans l'Etat de Gujarat, où elle gagna la majorité absolue malgré une intervention personnelle hyper-active d'Indira Gandhi dans la campagne électorale, constitue sans doute un facteur majeur pour motiver la proclamation de l'état d'urgence.

Le prétexte immédiat avancé par Indira Gandhi fut l'appel réitéré de J. P. Narayan à l'armée et à la police pour qu'elles "défendent la constitution", joint à l'entraînement accéléré de bandes de volontaires armés par le Jan Sangh. Nous disons : le prétexte, car nous ne croyons pas qu'il y avait un danger réel de coup d'état militaire (malgré les appels de Narayan) ou que le Jan Sangh préparait réellement une insurrection. Si les dirigeants du Congrès avaient été inquiets de ce que le Jan Sangh mijotait, ils étaient parfaitement armés pour faire face à toute éventualité, sans devoir proclamer l'état d'urgence.

La menace réelle, ce fut la remise en question sérieuse du pouvoir politique central du Parti du Congrès. Si la tendance actuelle de l'opinion publique s'était prolongée, le Congrès pouvait perdre les élections législatives en 1976. L'état d'urgence permet à Indira Gandhi de retarder la date des élections jusqu'au moment où elle croit de nouveau être certaine de les gagner.



Un facteur complémentaire fut le verdict de la Cour la condamnant pour "pratiques corrompues" au cours de sa propre campagne électorale lors des dernières élections, verdict qui menaça sa propre position personnelle. Elle a fait appel contre ce verdict devant la Cour Suprême. Si la Cour Suprême confirme le verdict du tribunal qui l'empêche d'exercer son mandat, il lui sera difficile de continuer à exercer la fonction de premier-ministre même dans des conditions d'état d'urgence. Sans l'état d'urgence, il est certain qu'elle devrait, dans ce cas, démissionner immédiatement.

Voilà les raisons politiques qui expliquent à notre avis la proclamation de l'état d'urgence. L'interprétation de l'état d'urgence en termes de "déterminisme économique pur" (capitalistes agraires contre capitalistes industriels ; secteur pro-US de la bourgeoisie contre secteur pro-soviétique, etc), est à la fois simpliste et fausse. Il n'y a aucune preuve que la bourgeoisie indienne en tant que telle ait décidé en bloc de rompre avec le Parti du Congrès

et de s'accrocher à l'étoile montante de J. P. Narayan. Il y a sans aucun doute des secteurs mineurs de la classe dominante qui ont appuyé le mouvement de J. P. Narayan. Mais, même à leur propos, l'impression qui prédomine est qu'ils avaient l'intention d'adresser une sérieuse semonce au Congrès plutôt que de vouloir le décapiter.

La bourgeoisie indienne est-elle une bourgeoisie compradore ?

Pour comprendre pourquoi l'Inde est le seul Etat postcolonial en Asie et en Afrique qui a maintenu pendant longtemps quelques éléments fondamentaux de démocratie bourgeoise, nous devons partir d'une analyse du rôle et de la position de la bourgeoisie indienne. Contrairement à la Chine, où la bourgeoisie avait, dès le départ, un caractère compradore, en Inde, des capitalistes autochtones se sont développés indépendamment du capitalisme britannique. Jusqu'au milieu des années 1870, il n'y avait pas de législation qui entravait le développement industriel en Inde (1). Déjà à la fin de la première guerre mondiale, le montant total du capital indien investi dans l'industrie y dépassait le montant du capital britannique, symbolisant ainsi le déclin graduel de la suprématie de l'impérialisme britannique dans le sous-continent.

L'industrie cotonnière, et plus tard l'industrie du fer et de l'acier, furent financées et dominées par le capital indien. Ce furent des secteurs de cette bourgeoisie indienne qui encouragèrent la formation du Parti du Congrès dès la fin des années 1880. En fait, le Parti du Congrès indien est un des partis bourgeois les plus anciens du monde !

Au cours des premières décennies de son existence, le Congrès proclama chaque année son allégeance au Roi-de-Grande-Bretagne-et-Empereur-de-l'Inde dans un langage à tel point hyperbolique que même le vice-roi britannique trouva qu'il y allait un peu fort. Ce ne fut qu'au cours des années 1930 que le Congrès déclencha son offensive contre la domination directe des Britanniques. Durant toute cette période, il fut appuyé à fond par la classe capitaliste indienne qui disposa d'un stratège fort capable dans la personne de Birla. Lorsque Nehru passa par une des phases les plus radicales de son activité politique, à la fin des années '30, et qu'il flirta ouvertement avec les idées communistes, Birla prit violemment à partie un groupe de capitalistes de Bombay qui avaient dénoncé Nehru. Birla comprit parfaitement que Nehru n'allait pas mener une opposition réelle contre le Mahatma Gandhi et qu'il ne romprait pas avec lui. Et comme Gandhi était l'homme politique le plus clairvoyant que la bourgeoisie indienne avait produit, et qu'il était parfaitement intégré aux desseins de la bourgeoisie, Birla se rendait compte qu'il n'y avait pas de raisons d'être inquiet quant à l'avenir de Nehru (2):

Il est important de comprendre tout cela afin de saisir la nature de l'Etat colonial que la Grande-Bretagne a introduit en Inde et qui a permis une transition sans solution de continuité de la colonie au règne de la bourgeoisie autochtone. Pour formuler l'idée de manière plus provocatrice : d'une manière déformée et partielle, l'impérialisme britannique avait commencé la révolution démocratique-bourgeoise en Inde. Il a créé un appareil qui a permis d'intégrer le mouvement nationaliste montant, et qui a en même temps érigé une barrière objective contre le processus de révolution permanente en Inde. L'Act of India (Loi sur l'Inde) de 1935, qui a permis au Parti du Congrès de constituer le gouvernement dans une majorité de provinces de l'Inde douze ans avant l'Indépendance, fut le point culminant d'années de préparation systématique de cette intégration par la classe dominante britannique et par sa contre-partie indienne.



Un des piliers principaux du processus démocratique-bourgeois en Inde fut la presse. La presse publiée en langues autochtones fut un élément décisif pour assurer le lien entre le Parti du Congrès et sa base. Des atteintes à la liberté de la presse furent une source constante de frictions entre les nationalistes et l'impérialisme. Le folklore nationaliste en Inde comporte de nombreuses anecdotes concernant les défis lancés par un rédacteur-en-chef bengali par-ci ou un journaliste hindi par-là, à l'égard de la censure britannique. C'est ce qui donne une pointe d'ironie à la censure qu'Indira Gandhi impose maintenant à la presse de son pays.

La base de la démocratie bourgeoise en Inde, ce fut la puissance économique relative de la bourgeoisie indienne. Les gouvernements du parti du Congrès venus au pouvoir après l'Indépendance ont poursuivi une politique d'inter-

vention étatique dans l'économie, non pour affaiblir mais pour renforcer le pouvoir de la bourgeoisie. Ce fut l'autonomie relative de la bourgeoisie indienne par rapport aux classes dominantes impérialistes qui permit à Nehru de maintenir sa politique du "neutralisme" au cours de la période de la "guerre froide", et qui l'élevèrent au niveau de héros des "conférences du tiers-monde" comme celle de Bandung. Ironiquement, lorsque se produisit l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte en 1956, elle fut appuyée par le Pakistan islamique, tandis que la République laïque de l'Inde s'y opposa vigoureusement et offrit diverses formes de solidarité à Nasser.

Pour éviter des malentendus, nous devons insister sur le fait qu'en mentionnant la force relative de la bourgeoisie indienne, nous n'impliquons d'aucune manière que l'Inde soit un pays industriel similaire aux pays impérialistes métropolitains. Par ailleurs cependant, il est difficile de caractériser l'Inde comme un pays "semi-colonial" à proprement parler, et encore moins comme un pays dans lequel prédomineraient des rapports semi-féodaux. Bien que des poches semi-féodales substantielles subsistent, le mode de production prédominant est capitaliste. Par ailleurs, si la Grande-Bretagne a, pendant une certaine période, laissé les mains libres aux industriels indiens, elle n'a, d'aucune manière, encouragé une industrialisation globale de l'Inde. En plus du fait qu'un tel processus serait allé à l'encontre des besoins de l'impérialisme britannique, il aurait impliqué la mobilisation de la paysannerie et la destruction de la grande propriété foncière, tâches que ni les capitalistes britanniques ni les capitalistes indiens ne purent ni ne voulurent entreprendre réellement.

Il y eut certes quelques réformes agraires, dont le but essentiel était la création d'une classe de koulaks à la campagne en tant que bastion de la réaction. Il y a même une inter-pénétration croissante entre le capital urbain et le capital agricole. Mais c'est justement l'incapacité du capitalisme indien à transformer radicalement les campagnes qui explique toutes les contradictions fondamentales de son développement spécifique, et qui a rendu nécessaire une intervention croissante de l'Etat dans l'économie. Elle implique aussi qu'il n'y a pas d'issue pour la sous-industrialisation de l'Inde, hormis une rupture globale avec le mode de production capitaliste, c'est-à-dire une révolution socialiste.

Le fameux slogan de Rosa Luxembourg : "Notre revendication minimum, c'est le socialisme", est d'une actualité étonnante aujourd'hui pour les masses laborieuses des villes et des villages de l'Inde. La crise sociale continue, qui reflète à la fois l'incapacité du capitalisme indien à trouver même des solutions à court terme ainsi que la crise internationale du système capitaliste. Cela implique en pra-

tique des famines de plus en plus intenses, une détérioration constante du niveau de vie des masses, ainsi qu'un développement industriel des plus inégaux (40 % de l'impôt sur le revenu de tout le pays est collecté dans une seule ville : Bombay !), un nombre sans cesse croissant de paysans sans terres et sans emploi.

Dans une telle situation, la tendance politique à moyen terme est vers l'érosion d'une démocratie bourgeoise déjà de plus en plus fragile, et vers l'institutionnalisation d'une dictature de droite. Il est vain de spéculer sur les formes que prendrait une telle dictature. Dans un certain sens, l'état d'urgence présent fait partie de cette tendance. Mais il en est également séparé dans le sens qu'il correspond à des fins tactiques immédiates du Parti du Congrès, plutôt qu'à des fins de la bourgeoisie dans son ensemble.

Une dictature de droite stable devrait jouir de l'appui de tous les partis bourgeois et de tous les secteurs principaux de la bourgeoisie, ainsi que de l'appui de l'armée, même si les généraux n'étaient pas ouvertement associés à la dictature. L'état d'urgence actuellement en vigueur ne jouit point d'un tel appui généralisé. En outre, son maintien dépend largement de la destinée politique personnelle d'Indira Gandhi. Un verdict de la Cour Suprême qui lui est défavorable pourrait précipiter une division majeure au sein du Parti du Congrès, où son principal ministre Jagjivan Ram attend calmement et patiemment derrière des coulisses, pour poser sa candidature au pouvoir.

La dictature militaire est-elle une possibilité immédiate?

Tout parti bourgeois qui gouverne après avoir suspendu la constitution et restreint les droits démocratiques, doit se demander jusqu'où il peut aller sans l'appui de l'armée. Une question subsidiaire et non moins importante est celle de savoir jusqu'à quel point l'armée l'appuierait, s'il intensifie la répression. Or, une dictature militaire sonnerait le glas de la Fédération indienne telle qu'elle est actuellement constituée. L'armée est encore dominée par les dites "races martiales", ainsi appelées par les Britanniques. Malgré les efforts du gouvernement, il n'est pas encore possible d'appeler l'armée indienne une "armée nationale". Son emploi pour mettre à raison des Etats récalcitrants en Inde méridionale, ou au Bengale et en Assam, provoquerait des réactions des plus massives. L'exemple du Bangladesh souligne le résultat possible d'une tentative de gouverner un Etat multinational, en s'appuyant sur une armée composée pour l'essentiel de Pendjabis.

Cela ne signifie évidemment pas qu'on puisse, en toute éventualité, exclure la possibilité d'une dictature militaire en Inde. S'il y avait une montée impétueuse du mouvement de mas-

se, dirigée par des partis révolutionnaires, et qui mettrait en danger l'existence même du régime capitaliste en Inde, il n'y a pas de doute que l'armée agirait, et qu'elle agirait rapidement.

Mais aujourd'hui, il n'y a pas de menace pareille pour la bourgeoisie indienne. Le "communisme" y est plus faible que jamais, déchiré par des divisions internes (les maoïstes à eux seuls sont divisés en vingt organisations différentes) et incapables de développer une stratégie révolutionnaire. Le marxisme révolutionnaire n'existe pas comme force organisée dans le pays dans son ensemble. Ainsi, malgré la crise sociale et les explosions passées et présentes de colère populaire, on ne peut pas dire que le capitalisme soit déjà sérieusement menacé en Inde. Pour cette raison, il est peu probable que la bourgeoisie indienne soit prête à opter en faveur d'une dictature militaire, malgré la gravité de la situation économique et sociale.

Ce fait pourrait se retourner sérieusement contre le Parti du Congrès, s'il devait commencer à éliminer par des mesures répressives-administratives des gouvernements d'Etat élus qui lui sont hostiles, comme au Gujarat ou au Tamil Nad. Ces deux gouvernements représentent les intérêts de bourgeoisies régionales, opposés aux intérêts des monopoles qui dominent la situation nationale. Ni le Grand Capital ni l'armée ne désirent un conflit violent avec ces bourgeoisies régionales, conflits mettant en danger l'unité de la Fédération indienne (3). En fait, la structure fédérale de l'Inde pourrait bien se révéler être le roc sur lequel échoue l'état d'urgence, même si Indira Gandhi retarde les élections législatives au-delà de 1976.

Le stalinisme indien : échecs et mystifications

Dans le cadre de cet article, il n'est pas possible de traiter de la banqueroute du mouvement stalinien en Inde, si ce n'est de la manière la plus synthétique. Il est néanmoins symbolique que ses deux principaux partis, le CPI (Communist Party of India, pro-Moscou) et le CPM (Communist Party-Marxist, d'abord pro-Chinois, puis indépendant de Moscou et de Pékin) se sont trouvés en opposition violente l'un à l'égard de l'autre au cours des événements des dernières semaines, non pour des raisons de divergences doctrinales, mais parce qu'ils appuyaient différents secteurs de la même bourgeoisie indienne!

Le CPI appuie la prétendue "bourgeoisie progressiste", c'est-à-dire le Parti du Congrès dirigé par Indira Gandhi, alors que le CPM appuie le mouvement de J. P. Narayan, espérant récolter les fruits électoraux de cette association. Le dénominateur commun de la ligne politique des deux partis, c'est la variante la plus grossière du crétinisme parlementaire.

Les marxistes révolutionnaires ne sont évidemment pas opposés à la participation à des élections bourgeoises. Dans un pays comme l'Inde, vu la nature spécifique de l'Etat colonial, la participation aux élections a toujours été massive. Les liens entre les élections et les luttes de masse sont révélés de manière frappante par la victoire électorale du CPI (à ce moment encore uni) au Kerala en 1957, et par la victoire électorale du CPM au Bengale occidental exactement dix ans plus tard. Ces deux victoires furent le reflet dans l'arène parlementaire de luttes de masse importantes. Dans les deux cas, les masses, en élisant des gouvernements communistes, espérèrent opérer un changement social radical. Dans les deux cas, leurs espoirs furent déçus. Les deux gouvernements élus dans ces conditions ont réprimé le mouvement de masse, provoquant ainsi la démoralisation des exploités et permettant le retour au pouvoir de gouvernements de droite du Parti du Congrès (4).

La ligne politique du CPM au Bengale occidental a provoqué une scission supplémentaire du communisme indien. Un courant de masse maoïste en a émergé, qui fut d'abord uni dans le CPI (m-l) : Communist Party of India (marxist-leninist). Encouragés par les émissions de Radio-Pékin, et par les analyses superficielles de Pékin-Information, ses militants extrêmement courageux se sont engagés dans une orientation politique de suicide qui a conduit à des centaines de morts dans des combats isolés avec la police et l'armée, et à l'emprisonnement et à la torture de dizaines de milliers d'entre eux.

Actuellement, il y a entre 30 et 40.000 maoïstes dans les prisons de l'Inde. Ils ne soulèvent point la sympathie des journalistes bourgeois d'Europe parce que, malgré toute leur faiblesse politique, ils ont tout de même agi en dehors des cadres de la démocratie bourgeoise. Néanmoins, ils n'ont tiré aucune leçon fondamentale de leurs erreurs. Ils n'ont pas rompu avec leurs formules stratégiques fausses, bien qu'ils aient rectifié quelques-unes de leurs erreurs tactiques les plus absurdes. Ils restent théoriquement acquis à l'idée de l'alliance avec la "bourgeoisie nationale" comme partie d'un "bloc des quatre classes" (prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie urbaine, bourgeoisie nationale) qui dirigerait la révolution indienne.

Comme ils désirent sincèrement faire la révolution, et qu'ils sont fort conscients du fait qu'ils ne pourront la faire en alliance avec les Tata et les Birla, ils refusent de désigner ces derniers sous le vocable de "bourgeoisie nationale". Au contraire, ils prétendent que la grande bourgeoisie indienne serait une bourgeoisie compradore, et que le gouvernement d'Indira Gandhi serait un gouvernement fantôme de l'impérialisme étranger. Mais ils ont des divergences entre eux sur la question de savoir quel "impérialisme" tire les ficelles

d'Indira Gandhi. Les uns disent que c'est l'impérialisme américain, les autres que c'est "le social-impérialisme" qui est l'ennemi principal du peuple indien, et que le conflit avec l'impérialisme américain et avec les secteurs de la bourgeoisie indienne alliés à lui ne sont qu'une "contradiction secondaire"...

Vu la faillite politique et théorique complète d'une telle orientation, il n'est pas étonnant que même l'aile d'extrême-gauche du stalinisme indien soit totalement dans l'impasse. Si le CPI et le CPM sont obsédés par des illusions parlementaires qui les ont conduits dans l'impasse réformiste, leurs adversaires maoïstes sont absolument incapables de saisir la nature de l'Etat indien et agissent, par conséquent, en fonction d'un crétinisme anti-parlementaire ultra-gauchiste, non sans similitude avec les staliniens de la "troisième période" (1929-1934).

C'est cette faiblesse du communisme indien qui a permis à la classe possédante de gouverner au cours des trente dernières années sans que son pouvoir ne soit sérieusement mis en question à l'échelle nationale. Aussi longtemps que cette faiblesse n'est pas éliminée, il est fort probable que la classe dominante aura un recours croissant à des actions barbares (comme l'emploi de la législation d'exception prévue par le Maintenance of Internal Security Act -- loi sur la sécurité intérieure -- ; l'oppression des minorités dans les poches tribales ; la torture et l'assassinat des prisonniers politiques, etc.), et qu'elle cherchera de plus en plus à institutionnaliser ces pratiques. Les mois prochains seront décisifs pour indiquer dans quelle direction politique la classe dominante de l'Inde s'engagera probablement dans la période à venir.

19 juillet 1975

- (1) Pour une étude fort bien documentée à ce propos, voir G. K. Shikorov : Industrialization of India, Moscou 1973. Pour une analyse de l'ensemble des origines et du développement du capitalisme indien d'un point de vue marxiste-révolutionnaire, voir le livre de notre camarade Brian Davey : The Economic Development of India, London 1975.
- (2) Voir Bipan Chandra : Jawaharlal Nehru and the Capitalist Class 1936, essai présenté au Congrès sur l'Histoire de l'Inde en 1974, qui contient l'analyse marxiste la plus originale à ce propos.
- (3) Voir l'article de Magnad Desai dans : Explosion in a Sub-Continent, R. Blackburn (éd.), Londres 1974
- (4) Voir l'interview avec K. Damodoran, un dirigeant vétéran du CPI, dans le prochain n. (92) de la New Left Review (Londres).

Pendant plus d'une décennie, la guerre civile au Vietnam et la tentative de l'impérialisme américain d'en décider l'issue au moyen d'une guerre d'intervention contre-révolutionnaire, ont dominé la situation mondiale. Cela ne découle pas seulement du fait qu'elles ont dominé la politique internationale, interne, militaire et même en partie économique et monétaire des Etats-Unis, la principale puissance capitaliste du monde. Cela résulte surtout du fait que la guerre d'Indochine a, comme un véritable révélateur, amené à la lumière les principales modifications survenues dans les rapports de force sociaux à l'échelle mondiale et qu'elle les a imposées à la conscience des représentants les plus lucides des principales classes et fractions de classe antagonistes du monde présent.

Les raisons de la guerre d'agression

C'est à dessein que nous désignons la guerre du Vietnam avant tout comme une guerre civile, dans laquelle l'impérialisme US est intervenu. Cette définition gêne tous ceux qui, de quelque bord qu'ils soient, n'admettent pas que le monde dans lequel nous vivons est dominé par le conflit irréconciliable entre le Capital et le Travail, conflit que la crise historique du régime capitaliste, ouverte par la première guerre mondiale amène à son expression la plus aigüe qui ne laisse, en définitive, que deux issues possibles : la victoire de la révolution socialiste mondiale ou la rechute de l'humanité dans la barbarie.

La manière concrète dont ce conflit se manifeste dans chaque secteur et chaque pays du monde peut varier. Dans les pays semi-coloniaux, dominés par la loi du développement inégal et combiné que leur impose l'impérialisme, ce conflit s'entrecroise avec la nécessité de résoudre des tâches que dans d'autres pays les révolutions bourgeoises avaient en gros résolues : indépendance et unification nationales ; libération de la paysannerie des séquelles féodales et semi-féodales. Mais justement, en tenant compte de cette combinaison de tâches avec lesquelles fut confrontée la révolution indochinoise, l'alternative "révolution socialiste ou barbarie" y a reçu une expression particulièrement saisissante.

La barbarie y a été apportée par la puissance la plus riche du monde, sous la forme de bombardements génocides, de substances chimiques défoliantes, de cages à tigres protégées, de stupéfiants et de prostitution répandus à une échelle jamais égalée. La fureur a été déchaînée par l'impérialisme contre les masses vietnamiennes, coupables de ne pas plier le genou devant la supériorité des armes yankees et de ne pas s'avouer battues.

La domination de classe de la bourgeoisie internationale repose pour 9/10 sur sa repro-

la défaite i au vie ses causes, ses cons histo

ERNEST

duction automatique, par les mécanismes du marché, et leur acceptation comme naturels ou inévitables. En vendant leur force de travail, en achetant leurs vivres, en produisant pour des patrons, les travailleurs reproduisent, avec la plus-value et l'accumulation du capital, les rapports sociaux qui les obligent à continuer à vendre leur force de travail, à rester des salariés.

Mais le jour où une fraction importante des exploités dit : "Assez" ; le jour où elle refuse d'accepter l'oppression, l'inégalité et l'injustice comme inévitables ; le jour où elle commence à se révolter de manière massive contre une société d'exploitation, ce jour-là, le règne du capital est davantage ébranlé que par dix crises économiques. Il ne peut plus s'en remettre à l'automatisme économique pour régner. Il doit avoir recours à la violence extra-économique, à la terreur sans phrase, pour maintenir sa domination. Ce jour-là, il essaie d'infliger aux opprimés une leçon si sanglante, si persuasive dans son horreur, qu'ils hésiteront pendant une ou deux généra-

Impérialiste nam: son sens et quences iques

ANDEL

tions avant de se risquer encore au crime de lèse-capital.

Tel fut le sens historique du massacre des Communards. Tel fut le sens historique de la terreur nazie et de la guerre civile espagnole. Tel a été le sens historique de la guerre d'agression déclenchée par l'impérialisme américain contre la révolution indochinoise.

Aujourd'hui, les bonnes âmes libérales aux Etats-Unis se demandent si tout cela ne fut pas fait "pour la galerie", par simple galéjade politique. Ils cherchent à rendre responsable de l'intervention au Vietnam le "provincial" Johnson, "l'escroc" Nixon, voire la machine "diabolique" de la C.I.A. L'histoire ne leur permettra pas de se refaire à si bon compte une bonne conscience aux dépens de quelques boucs émissaires de bas étage. La décision d'intervenir dans la guerre civile au Vietnam fut prise par le "grand" président "libéral" John F. Kennedy. Elle fut proposée, décidée, approuvée, par la fine-fleur de la bourgeoisie monopoliste des Etats-Unis, y

compris ses conseillers intellectuels les plus distingués.

Et elle fut prise en connaissance de cause, en fonction d'une analyse de l'évolution mondiale qui illustre parfaitement le sens de l'intervention : montrer aux révolutionnaires et aux masses du monde quel prix ils auraient à payer pour toute nouvelle remise en question de l'ordre bourgeois, à un point quelconque du globe où celui-ci reste encore établi.

Pour s'en rendre compte, il suffit de se référer au moment précis où cette intervention fut décidée : au lendemain de la consolidation de la révolution cubaine, où le pouvoir de la bourgeoisie et de son protecteur nord-américain avait été balayé pour ainsi dire par surprise, sans que Washington n'eût le temps d'intervenir qu'après coup, avec le lamentable échec de Playa Giron. Les documents l'attestent : plus que la peur d'une chute successive des positions capitalistes dans le sud-est asiatique, c'est la crainte de voir s'étendre de par le monde des soulèvements révolutionnaires à l'image et dans la prolongation de ceux qui conduisirent à Dien Bien Phu, à l'insurrection algérienne et à la révolution cubaine qui a motivé l'intervention au Vietnam.

A cela s'est ajouté, sous Lyndon Johnson, un motif supplémentaire d'escalade, conjoncturel et "régional".

Dans un des plus grands et, potentiellement, un des plus riches pays semi-coloniaux du monde, l'Indonésie, une crise pré-révolutionnaire était en train de mûrir pendant la période 1964-65, crise qui donnait à la "théorie des dominos" un contenu précis. Une victoire rapide de la révolution vietnamienne aurait pu faire basculer l'Indonésie à court terme vers une insurrection ouvrière et paysanne victorieuse. L'escalade de Lyndon Johnson en Indochine eut l'effet pratique de renforcer la résolution de la contre-révolution indonésienne. Elle fraya la voie au coup d'Etat militaire victorieux et aux massacres sanglants d'octobre 1965.

Finalement, en riposte à l'aide que la RD du Vietnam accordait à la révolution au Sud-Vietnam, l'administration Johnson a poursuivi, du moins entre 1965 et 1968, le but supplémentaire de détruire cet Etat ouvrier, c'est-à-dire de "refouler" la zone du monde libérée de l'exploitation capitaliste.

L'échec de la guerre contre-révolutionnaire

La guerre d'intervention impérialiste en Indochine s'est soldée par un échec politique, militaire et social intégral. Les régimes bourgeois s'y sont effondrés. L'impérialisme US n'a pas réussi à empêcher la victoire des

LA VICTOIRE EN INDOCHINE

forces révolutionnaires. Ce n'est plus qu'une question de temps pour que l'Etat ouvrier, en voie de construction au Sud-Vietnam, apparaisse comme définitivement établi et réalise l'unification du pays, en fusionnant avec la RD du Vietnam.

Cependant, si l'intervention impérialiste a échoué dans son objet immédiat -intimider les masses vietnamiennes et les arrêter sur la voie de leur libération nationale et sociale- elle a pu marquer des points sur le plan mondial. L'énorme prix de sang imposé aux révolutionnaires vietnamiens a eu un effet d'intimidation, moins sur les masses populaires des pays semi-coloniaux ou des pays impérialistes, que sur d'importants secteurs, réformistes et néo-réformistes, du mouvement ouvrier international. Il a facilité des entreprises contre-révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Cela résulte essentiellement du risque tactique que l'impérialisme a pu courir avec succès, du fait qu'il a pu concentrer ses forces sur le Vietnam sans que l'affaiblissement de son potentiel d'intervention dans le reste du monde ne soit mis à profit par des forces anti-impérialistes substantielles.

Le "Che" avait bien compris les termes de l'alternative. L'impérialisme ne pouvait se permettre le luxe de concentrer son effroyable machine de destruction sur le territoire d'un petit pays que pour autant que le Vietnam reste en fait isolé. "Créer deux, trois, plusieurs Vietnam", mot-d'ordre que la IVe Internationale reprit du "Che", cela ne signifiait pas seulement aider la révolution vietnamienne, obliger l'impérialisme à disperser ses forces. Cela signifiait surtout rendre impossible des opérations d'intimidation sanglante de cette sorte. Car la dispersion même des forces impérialistes en diminue l'impact de manière qualitative.

C'est la responsabilité principale de la bureaucratie soviétique, et de toutes les directions d'organisations ouvrières et anti-impérialistes qu'elle influence, que pareille disposition se soit produite. Le fait que, pendant des années, cette bureaucratie n'a même pas accordé aux masses vietnamiennes les moyens pour se défendre efficacement contre un assaut aérien meurtrier, restera un motif de discrédit supplémentaire des maîtres du Kremlin aux yeux des travailleurs d'avant-garde.

Si, malgré cet avantage tactique évitable, l'impérialisme a fini par perdre la guerre du Vietnam, c'est avant tout parce qu'il s'agissait précisément d'une guerre civile ; que la guerre d'intervention contre-révolutionnaire était une guerre sale et injuste, perçue comme telle par les masses du monde, par les masses et les soldats des Etats-Unis, et

avant tout par les masses vietnamiennes elles-mêmes.

La guerre du Vietnam confirme une grande leçon de l'histoire. Dans des guerres entre des classes sociales antagonistes (quelles soient menées sur le plan "purement" national ou qu'elles débordent vers des guerres civiles internationales), le facteur de l'armement et de la technique militaire est, en dernière analyse, moins décisif que le facteur politico-moral.

Certes, il serait irresponsable de sousestimer le poids de l'armement adéquat, de la stratégie et de la tactique militaires adaptées à la nature spécifique du terrain et des combattants. Mais lorsque, sur le champ de bataille, se font face d'une part des masses laborieuses qui combattent contre une exploitation séculaire, qui veulent, comme au Vietnam, en finir avec des propriétaires fonciers et des usuriers accaparant 50, 60 et 70 % de la récolte, et d'autre part des soldats qui voient tous les jours qu'ils se battent pour maintenir au pouvoir des pourris, des trafiquants, des tortionnaires, des généraux véreux et des politiciens sans autre idéal que celui de leur enrichissement privé, alors les premiers ne peuvent que se sentir soulevés par une obstination et une énergie indomptables, les seconds ne peuvent pas ne pas se démoraliser progressivement, pour peu que la trahison ne s'installe pas dans le camp de la révolution et que les masses n'aient pas l'impression qu'on les frustre systématiquement des fruits de leur combat.

Le déroulement de la guerre du Vietnam a confirmé en tous points ces leçons de la guerre des Gueux contre les Espagnols ; des guerres de la Révolution française contre les têtes couronnées d'Europe ; de la guerre civile américaine et de la guerre civile russe. Quelle que soit la nature précise des classes sociales en présence, quel que soit l'enjeu précis de la bataille -et il diffère manifestement du tout au tout dans chacun de ces cinq cas- en dernière analyse, il s'agissait chaque fois de guerres des majorités opprimées contre des minorités opprimantes et corrompues, guerres dans lesquelles les premières ne purent être vaincues que par la trahison dans leur propre camp (comme ce fut le cas en Espagne entre 1936 et 1939) et non par la force politique de l'adversaire.

Ceci implique que la défaite impérialiste au Vietnam est due également au fait que le PC vietnamien n'a pas répété au Vietnam le rôle du PC et du Front Populaire durant la guerre d'Espagne ; qu'il n'a pas poignardé dans le dos une révolution en cours sous prétexte de gagner "d'abord" la guerre ; qu'il a laissé le pays s'embraser des flammes de la révolution agraire ; qu'il n'a pas accepté la possibilité, lui offerte par l'impérialisme après l'offensive du Têt en 1968, d'obtenir l'arrêt

des attaques contre la RD du Vietnam en échange de l'arrêt de la révolution dans le Sud-Vietnam ; qu'il n'a pas, en d'autres termes, trahi la révolution vietnamienne.

Le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis

La défaite que l'impérialisme a subie au Vietnam et qui s'est terminée en débandade militaire, a été avant tout une défaite politique. C'est la seconde qui a rendu possible la première. Et cette défaite-là, l'impérialisme l'a subie sur les deux fronts principaux de la guerre : en Indochine même et aux Etats-Unis.

A ce propos également, la guerre du Vietnam a été une guerre-test révélatrice. L'idée qu'un Etat impérialiste pourrait mobiliser un demi-million d'hommes et les envoyer, des années durant, à des milliers de kilomètres de leur pays natal, dans n'importe quelles conditions politiques et idéologiques, est une idée profondément fausse, qui surestime la puissance de manipulation idéologique des classes dominantes. Chaque guerre dans laquelle de larges armées sont engagées représente un risque politique certain pour une classe dominante, que celle-ci ne peut courir que dans des conditions politiques précises. Chaque guerre impérialiste qui succède à une guerre précédente accroît encore ce risque. Les dirigeants de la bourgeoisie américaine qui, d'escalade en escalade, ont été amenés à envoyer des contingents croissants de troupes américaines en Indochine, ont manifestement commis une erreur d'appréciation catastrophique concernant les marges d'adaptabilité du peuple américain à n'importe quelle forme de crime en matière de politique étrangère. Le scandale du Watergate est dû, en bonne partie, aux tentatives (largement avortées) de retarder le moment où devrait être payé le prix de cette erreur.

La réaction des masses américaines contre la guerre du Vietnam n'a pas été une réaction hautement politisée, dans le sens d'assumer une position de solidarité avec la révolution vietnamienne. Espérer autre chose, c'eût été se méprendre complètement sur l'état de la conscience politique du prolétariat et de la grande majorité de la jeunesse aux Etats-Unis qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance politique par rapport à l'idéologie bourgeoise. Mais si cette réaction a été viscérale et élémentaire, elle n'en a pas moins été puissante, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire des guerres coloniales. Après quelques années d'hésitation sinon d'appui mitigé à l'agression, les masses américaines commencèrent à réagir lorsque l'envoi du contingent en Indochine et l'accroissement du nombre des pertes américaines amenèrent la réalité de la guerre dans la majorité des ménages des Etats-Unis.

Ayant saisi à la fois les limites et le potentiel

de cette réaction possible des masses, nos camarades américains ont joué un rôle important dans la construction d'un mouvement anti-guerre de masse autour du seul thème du retrait immédiat et inconditionnel des troupes américaines du Vietnam. Ce fut l'aide internationaliste la plus efficace qu'ils purent rendre à la révolution vietnamienne. Elle finit par modifier la situation politique aux Etats-Unis à tel point qu'elle empêcha le président Johnson de se représenter aux élections présidentielles, qu'elle obligea Nixon de promettre la fin rapide de la guerre, qu'elle entraîna la classe dominante dans des divisions et des manœuvres politiques de plus en plus compliquées et de plus en plus mensongères à l'égard de son propre peuple, qui conduisirent finalement au retrait effectif des troupes US du Vietnam et à l'arrêt des bombardements après la signature des accords de Paris.

Le rôle joué par les trotskystes dans cette mobilisation de masse est, lui aussi, révélateur des changements qui se sont produits dans la situation mondiale au cours de la décennie passée. On peut dire sans risque d'exagérer que le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis a été l'allié objectif le plus important de la révolution vietnamienne. Si les masses américaines n'avaient pas pesé dans la balance pour obliger l'impérialisme à retirer ses troupes, la guerre aurait pu se prolonger et l'issue aurait pu être modifiée.

Le mouvement de solidarité en Europe

En Europe, la situation à laquelle les révolutionnaires devaient faire face par rapport à la révolution vietnamienne était doublement différente par rapport à celle qu'affrontèrent les révolutionnaires aux Etats-Unis.

Tout d'abord, la bourgeoisie européenne n'était pas directement engagée dans la guerre. Elle la considérait même d'un oeil sceptique. A ce scepticisme se mêla d'ailleurs un tantinet de ce que les Allemands appellent la Schadenfreude, rendant à l'impérialisme américain la monnaie de la pièce que celui-ci lui avait passée lors du "processus de décolonisation" au lendemain de la deuxième guerre mondiale, culminant dans l'intervention US pour mettre fin à l'aventure franco-britannique contre l'Egypte de Nasser en 1956.

Par ailleurs, des troupes européennes ne se trouvant pas en Indochine, les intérêts matériels immédiats de millions de gens, détonateurs du mouvement anti-guerre de masse aux USA, n'étaient pas mis en branle sur ce continent-ci. Il s'agissait donc de miser sur des intérêts sociaux, politiques et moraux plus larges qui ne purent résulter que du sentiment d'identification avec la révolution vietnamienne. C'est pourquoi la solidarité avec la révolution vietnamienne contre l'agres-

sion impérialiste fut le mot-d'ordre central utilisé à juste titre par les révolutionnaires européens. C'est sur ce mot-d'ordre que se sont mobilisés des dizaines et des dizaines de milliers de personnes à Londres, à Berlin, à Paris, à Milan et ailleurs. L'impact de masse de ce mot-d'ordre, incontestable à la lumière de l'ampleur du mouvement de solidarité, reflète le niveau de conscience politique aujourd'hui encore plus élevé d'une partie du prolétariat européen par rapport à celui du prolétariat nord-américain.

Mais il y avait, à la base de cette différence de tactique du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis et en Europe, outre une appréciation correcte de la différence entre les situations objectives et subjectives des deux côtés de l'Atlantique, aussi une compréhension de la fonction différente des deux mouvements dans l'aide à apporter à la révolution vietnamienne.

Le mouvement de solidarité avec la révolution vietnamienne déclenché en Europe et répercuté au Japon, en Amérique latine et jusqu'en Europe orientale, pouvait avoir des effets autrement importants sur l'issue de la guerre de par ses répercussions au sein du mouvement ouvrier international et au sein des Etats ouvriers bureaucratisés que de par ses répercussions aux Etats-Unis. En déclenchant un mouvement de masse d'identification et de solidarité avec la révolution vietnamienne, les révolutionnaires d'Europe, du Japon et des pays semi-coloniaux ont profondément influencé et entraîné à leur suite une grande partie de la base des jeunesses communistes. Ils ont radicalement modifié les rapports de force au sein de la jeunesse entre les partisans de la "coexistence pacifique" et du "retour à la paix à tout prix" d'une part, et les défenseurs de la victoire de la révolution vietnamienne d'autre part.

Ils ont, de ce fait, fait monter les enchères à l'échelle internationale de manière telle que le prix politique à payer pour Moscou et pour Pékin pour une trahison intégrale de la révolution devenait trop lourd. Ils ont fixé un cran d'arrêt au processus de trahison de cette révolution par les bureaucraties des Etats ouvriers. Telle a été leur fonction principale, pleinement couronnée de succès, et dont les communistes vietnamiens furent d'ailleurs aussi conscients que du rôle-clé joué par le mouvement anti-guerre aux USA pour aider leur révolution.

Le rôle joué par la IV^e Internationale dans l'organisation de ce mouvement de solidarité indiqua, par la négative, ce en quoi les PC stalinisés avaient failli. Si des organisations révolutionnaires encore faibles ont pu effectivement animer la mobilisation de centaines de milliers d'ardents partisans de la révolution vietnamienne de par le monde, des diri-

geants de syndicats comptant des millions de membres n'ont pas entrepris -hormis l'exception honorable de l'Australie- d'organiser le boycott des envois d'armes et du chargement de troupes pour la "sale guerre". Ce parallèle a été monnayé à fond par Hanoi. Il a joué à l'avantage de la révolution vietnamienne.

L'échec des bureaucraties de Moscou et de Pékin

Pour la bureaucratie soviétique, la guerre civile vietnamienne, puis la résistance acharnée des masses indochinoises contre l'intervention militaire américaine, fut une cause d'embarras et d'irritation croissants, auxquels elle s'est efforcée de mettre fin aussi vite que possible. Allant à l'encontre de sa stratégie fondamentale de "coexistence pacifique", modifiant la division du monde en sphères d'influence telle qu'elle fut réglée à Yalta et à Potsdam, inspirant et stimulant l'essor de luttes et de conscience révolutionnaires de par le monde, ébranlant son autorité et celle des PCs sous sa houlette, contribuant à la reconstitution d'avants-garde communistes petites même dans les pays sous sa propre domination, la révolution vietnamienne et ses répercussions bouleversèrent ses desseins politiques et menacèrent ses intérêts vitaux. La bureaucratie soviétique a donc pesé de tout son poids pour y mettre fin. Elle a utilisé dans ce but, avant tout, sa passivité devant chaque nouvelle escalade de l'agression impérialiste, et le chantage à la limitation, voire à l'arrêt total de son aide matérielle aux combattants indochinois.

Ces pressions se sont manifestées de la manière la plus cynique au milieu des années '60, puis au début des années '70. Lorsque l'intervention impérialiste dans la guerre civile au Sud-Vietnam passa à des actes d'agression caractérisée contre le territoire de la RD du Vietnam, le Kremlin s'abstint de toute riposte ou même de tout avertissement. Il donna ainsi le feu vert à la poursuite de l'escalade. Lorsque la crise politique causée aux Etats-Unis par la prolongation de la guerre obligea Nixon à manoeuvrer dans le sens d'un repli, le Kremlin intervint pour lui permettre de "sauver la face", plutôt que dans le sens de stimuler un nouvel essor du mouvement anti-guerre et une nouvelle poussée de la lutte sur le terrain. Dans les deux cas, d'énormes pertes en hommes, en destructions matérielles, et en temps précieux, furent infligées aux masses d'Indochine par suite de ces trahisons.

Mais en définitive, la bureaucratie soviétique n'a pas réussi à étrangler la révolution vietnamienne. Elle a tout au plus pu ralentir le rythme de sa victoire.

Le conflit sino-soviétique, expression concentrée de la crise du stalinisme résultant de la

remontée de la révolution mondiale, et de sa victoire éclatante en Chine, a eu un effet contradictoire sur le déroulement de la guerre d'Indochine.

D'un côté, en affaiblissant l'emprise du Kremlin sur les PCs, surtout ceux d'Asie ; en stimulant la différenciation au sein du mouvement de masse ; en favorisant l'apparition d'avants-garde nouvelles prêtes à agir de manière autonome de la bureaucratie, sinon à l'encontre direct de ses commandements et de ses intérêts, ce conflit a contribué à limiter l'efficacité de l'intervention contre-révolutionnaire de cette bureaucratie. Il a élargi l'espace d'autonomie politique, sociale et militaire pour le PC vietnamien. Il lui a permis de monnayer sa position d'indépendance, voire d' "équidistance" entre Moscou et Pékin, pour éviter d'être sevré complètement d'aide matérielle.

Le prestige et l'autorité des dirigeants vietnamiens, aux yeux des masses du monde et des militants communistes, étaient tels que ni Moscou ni Pékin ne purent courir le risque d'une dénonciation publique par Hanoï. C'est sans doute un des facteurs qui a finalement empêché la révolution indochinoise d'être étranglée comme le fut la révolution espagnole de 1936-37.

Mais, d'un autre côté, l'aggravation du conflit sino-soviétique, surtout à partir de la phase finale de la "révolution culturelle" ; sa transformation de plus en plus nette d'un conflit idéologique et politique en un conflit entre Etats a créé par la suite des obstacles supplémentaires sur la voie de la victoire en Indochine. Ces obstacles ne furent pas seulement logistiques, comme résultat des réticences croissantes des bureaucrates de Moscou et de Pékin à collaborer sur le plan le plus strictement technique pour acheminer des armes et des munitions vers Hanoï. Ils furent aussi et surtout diplomatiques et politiques, les deux bureaucraties se lançant dans une course de vitesse à qui gagnerait plus vite les faveurs de Nixon et à qui faciliterait davantage le "désengagement" américain, sans tenir compte des intérêts de la révolution indochinoise.

La IVe Internationale a adopté à ce propos une position de principe qui a rencontré objectivement -et sans doute en partie aussi subjectivement- les intérêts de la révolution vietnamienne et de ses dirigeants sur le terrain. Elle a réclamé qu'en dépit de toutes leurs divergences, et sans abandonner leur droit à en débattre publiquement, les dirigeants des Etats ouvriers bureaucratisés concluent un accord de front unique de fait pour la défense de la RD du Vietnam et de la révolution indochinoise. Loin de refléter un alignement quelconque sur les intérêts de la bureaucratie, cet appel exprimait une prise de conscience

de la nature de classe de la guerre au Vietnam, de l'enjeu qu'elle représentait pour la révolution mondiale, de l'importance de le clarifier devant les masses du monde, et d'obliger les dirigeants de la bureaucratie et des partis ouvriers de masse qu'ils contrôlent encore à se situer à son égard.

Si le Kremlin a surtout subi les conséquences du refus d'une telle option dans la première phase de la guerre, et s'il a payé ce refus d'une perte d'influence sur des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes de par le monde, Pékin a commencé à se démasquer dans la phase finale de la guerre. Il ne faut pas oublier que c'est lorsque les bombes américaines pleuvaient encore sur les combattants vietnamiens que Nixon a été invité à Pékin et que la thèse des "deux super-puissances" mises sur pied d'égalité, puis du "social-impérialisme ennemi principal des peuples d'Europe et d'Asie", ont été avancées.

Dans le miroir de la guerre du Vietnam, aussi bien Moscou que Pékin ont révélé une fois de plus la nature fondamentale de la politique de la bureaucratie : subordonner de manière cynique les intérêts de la révolution internationale aux besoins changeants de leur propre diplomatie à courte vue et étroitement nationaliste. La victoire de la révolution vietnamienne est, dans ce sens, un échec pour la bureaucratie de Moscou et de Pékin, de même qu'elle représente une défaite éclatante pour l'impérialisme.

Le sens historique de la victoire au Vietnam

Historiquement, la victoire de la révolution vietnamienne et la forme concrète qu'elle a revêtue synthétisent tous les changements qui se sont produits à l'échelle mondiale depuis 25-30 ans.

Elle exprime avant tout la modification des rapports de force entre le Capital et le Travail, ou plus exactement entre l'impérialisme et toutes les forces anti-impérialistes à l'échelle mondiale, depuis la fin de la 2e guerre mondiale et la victoire de la révolution chinoise qui a brisé l'encerclement capitaliste de l'Union soviétique. Elle exprime la montée de la révolution mondiale qui s'oppose de manière particulièrement frappante à son recul pendant la période 1923-1943.

Certes, cette montée n'est ni rectiligne ni homogène à l'échelle du globe. Elle a été accompagnée, après les premières années d'après-guerre, par une stabilisation relative de l'impérialisme en Europe occidentale, au Japon et dans les autres pays impérialistes, avant tout par suite de la trahison des chances révolutionnaires 1944-48 en Europe capitaliste par les directions staliniennes et réformistes.

LA VICTOIRE EN INDOCHINE

Elle a connu, à partir de 1965, des défaites graves et sanglantes dans une série de pays semi-coloniaux (de la défaite indonésienne et brésilienne à la défaite chilienne), non sans rapport avec l'agression sauvage de l'impérialisme contre l'Indochine et l'impuissance du mouvement anti-impérialiste sous direction stalinienne d'y riposter politiquement et internationalement comme il le fallait.

Mais la remontée des luttes ouvrières et révolutionnaires en Europe, symbolisée par mai 68 ainsi que l'essor du mouvement anti-guerre aux USA, eux-mêmes liés à la naissance d'une nouvelle avant-garde stimulée par la révolution cubaine et vietnamienne, ont à leur tour apporté une aide précieuse à la modification des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale, dont la victoire vietnamienne est en dernière analyse le produit.

Elle exprime ensuite la modification des rapports de force entre les masses et les appareils bureaucratiques et, ce qui en est le corollaire, la modification des rapports de force entre ces appareils et l'avant-garde émancipée de leur contrôle au sein du mouvement de masse. La parallèle entre le déroulement de la guerre civile espagnole et la guerre civile vietnamienne est particulièrement instructif à ce propos. Alors que staliniens et réformistes (avec la complicité des dirigeants anarchistes devenus ministres bourgeois) ont pu ramener en moins d'un an le torrent de la révolution espagnole vers les canaux de la reconstruction de l'Etat bourgeois, débouchant sur l'écrasement de la révolution et la défaite devant le fascisme, en Indochine, 15 années de pression ouverte et insidieuse, sanglante et "pacifique", militaire et diplomatique, n'ont pas pu empêcher les masses de jeter bas l'Etat et la société de leurs exploiters. Alors que le puissant mouvement de solidarité envers le prolétariat espagnol de par le monde a pu être abusé et dévié, pour l'essentiel, au service de l'étranglement de la révolution, par les dirigeants staliniens et sociaux-démocrates qui en conservaient un contrôle quasi-total, le mouvement anti-guerre et de solidarité avec la révolution vietnamienne, non moins puissant ni moins généreux, a échappé dans une forte mesure à ces tentatives de manipulation. Il est même devenu un facteur largement autonome, qui a pesé positivement sur l'issue de la guerre.

Mais la forme concrète qu'a revêtue la victoire de la révolution -l'effondrement des régimes de Thieu et de Lon-Nol sept années après l'offensive du Têt 1968, dans un pays couvert de ruines et au bord de la famine, dans des conditions qui favorisent hautement la déformation bureaucratique, dès le départ, des nouveaux Etats ouvriers en train de naître- n'est pas non plus le produit du hasard ni le résultat fatal de l'énorme force de "dis-

suasion contre-révolutionnaire" dont dispose encore l'impérialisme. Elle exprime avant tout le degré de contrôle que les appareils bureaucratiques conservent encore sur le mouvement ouvrier et anti-impérialiste à l'échelle mondiale, l'absence de grèves générales et de boycott généralisés en riposte à l'agression impérialiste, l'absence d'une coordination efficace des mouvements de masse révolutionnaires à l'échelle mondiale, l'absence d'une Internationale révolutionnaire de masse. Elle exprime la persistance de la crise du facteur subjectif, fût-ce sous une forme moins sévère que dans le passé, du moins dans certains pays. Elle exprime donc, en dernière analyse, le fait que la remontée de la révolution mondiale n'est encore que partielle et fragmentée, que cette remontée n'est pas encore suffisante pour briser définitivement le rôle de frein conservateur que les appareils bureaucratiques jouent au sein du mouvement de masse.

La nature du PC vietnamien est elle-même autant un reflet qu'un élément constitutif de tous ces changements. Dire qu'il s'agit d'un parti stalinien, dans le sens que l'effet global de sa politique à l'échelle mondiale est contre-révolutionnaire, est manifestement absurde, devant le bilan des quinze années de la deuxième guerre d'Indochine. Affirmer qu'il est "définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois", c'est du délire. La bourgeoisie vietnamienne a voté avec ses pieds contre cette thèse grotesque, dans une mesure tellement ample qu'elle ne peut laisser aucun doute sur le contenu de classe de la révolution en voie d'achèvement et du nouvel Etat en voie de construction.

Mais le fait que le PC vietnamien ne soit manifestement ni stalinien ni contre-révolutionnaire n'implique nullement qu'il soit marxiste-révolutionnaire ou partisan de la démocratie prolétarienne, de l'exercice direct du pouvoir par le prolétariat et la paysannerie pauvre groupés dans des soviets, ou qu'il soit clairement internationaliste. La thèse selon laquelle dans aucun pays du monde, dans aucune condition et pour aucune durée, le pouvoir des classes possédantes ne peut être renversé sans que les masses aient un parti marxiste-révolutionnaire à leur tête, représente une simplification grossière et mécanique de la théorie léniniste d'organisation. De la Commune de Paris à la victoire de la révolution cubaine, en passant par la victoire des révolutions yougoslave, chinoise et nord-vietnamienne, nous avons vu des révolutions socialistes renverser victorieusement le pouvoir du Capital sous la direction de groupements et de partis qui avaient tous en commun trois traits : leur nature politique objectivement prolétarienne; leur option en faveur de la révolution -et donc leur rupture avec des stratégies et tactiques contre-révolutionnaires- au moment décisif ; leurs insuffisances programmatiques criantes, conduisant dans tous

les cas à des déformations bureaucratiques graves, sauf dans celui de la Commune où elles conduisirent à la défaite rapide.

Ce phénomène de partis à mi-chemin entre la bureaucratie ouvrière et les masses prolétaires, à mi-chemin entre le stalinisme et le marxisme-révolutionnaire, résulte à son tour de la faiblesse encore prononcée du facteur subjectif à l'échelle mondiale. Il reflète en dernière analyse la participation encore limitée du prolétariat des pays industriellement développés à l'activité révolutionnaire, le retard de la victoire de la révolution socialiste dans les pays impérialistes les plus importants, alors que se poursuit et s'aggrave la crise de décomposition du système impérialiste à l'échelle mondiale. Mais en précisant les causes de ce phénomène particulier -que le Vietnam a révélé plus nettement encore que Cuba- on en trace simultanément les limites historiques ainsi que les conditions de son dépassement : un nouvel essor de la révolution mondiale, plaçant le prolétariat industriel au centre de l'action révolutionnaire internationale ; un nouveau bond en avant dans la construction de la IVe Internationale dans sa transcroissance vers des partis révolutionnaires et une Internationale révolutionnaire de masse.

La situation mondiale après la défaite impérialiste

La défaite subie par l'impérialisme au Vietnam a accentué les effets de la montée du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis pour créer une situation entièrement nouvelle à l'échelle internationale : l'impérialisme américain est aujourd'hui incapable, pour toute une période, de jouer le rôle de gendarme mondial du capital au moyen d'envoi massif de troupes américaines, pour intervenir dans des révolutions ou des guerres civiles en cours.

Or, aucune puissance impérialiste, à commencer par celle d'Allemagne occidentale ou du Japon, sans parler de celle, encore inexistante au niveau d'appareil d'Etat et de répression, d'une "Europe capitaliste intégrée", n'est aujourd'hui capable de se substituer à l'impérialisme américain momentanément défaillant. Il en résulte non seulement une crise de direction aiguë au niveau de la bourgeoisie mondiale dans son ensemble, mais surtout une nouvelle modification considérable des rapports de force à l'échelle mondiale. Pour la première fois depuis l'ouverture de l'ère de déclin du capitalisme, la révolution prolétarienne des pays industrialisés est aujourd'hui momentanément à l'abri d'interventions militaires étrangères massives. Cet avantage historique colossal, c'est à l'héroïsme et à l'acharnement révolutionnaire des masses vietnamiennes que nous le devons. C'est dire la dette de gratitude énorme que tous les révolutionnaires ont à l'égard de la révolution vietnamienne.

Pour les raisons esquissées plus haut, et qui tiennent aux défaites subies par la révolution coloniale depuis 1965 et à la faiblesse encore prononcée du mouvement révolutionnaire dans le reste du sud-est asiatique, c'est en Europe capitaliste plutôt qu'ailleurs que les effets de cette situation internationale nouvelle seront, à court terme, les plus bénéfiques pour un nouvel essor de la révolution.

La prise de conscience de cette modification de la situation mondiale doit être, certes, tempérée, par plusieurs considérations.

Avant tout, il s'agit d'une modification temporaire. Il serait irresponsable de partir de l'idée que l'impérialisme est définitivement paralysé. Il essaiera de recréer les conditions politiques internes pour l'emploi de la force de frappe qui ne lui fait défaut ni matériellement ni techniquement. Mais cela réclame du temps : du temps pour modifier la situation intérieure aux Etats-Unis, en Europe occidentale, au Japon. Pendant cet intervalle, les chances de la révolution socialiste sont fortement accrues. Et si les luttes de classe en cours, ou qui se dessinent à l'horizon, se terminent par la victoire et non la défaite du prolétariat européen, la situation internationale se modifiera encore une fois dans un sens défavorable pour l'impérialisme et le capitalisme.

Ensuite, il s'agit d'une modification partielle. Nous avons dit qu'après l'essor du mouvement anti-guerre aux USA et la défaite impérialiste au Vietnam, l'impérialisme US ne peut plus envoyer des masses d'infanterie contre des révolutions en cours. Mais cela ne signifie pas qu'il ne puisse plus intervenir de manière militaire. Il dispose encore de "relais" contre-révolutionnaires puissants qui, comme l'armée brésilienne, l'armée iranienne ou l'armée zairoise peuvent, en fonction de la victoire temporaire de la contre-révolution dans ces pays, agir efficacement contre les développements révolutionnaires dans des pays voisins, du moins pendant une certaine période. Et il y a une menace supplémentaire qui devient plus précise et plus effrayante aujourd'hui : celle de l'emploi d'armes nucléaires tactiques contre des peuples insurgés. La nature même de l'arme nucléaire, et les conséquences non seulement matérielles mais encore politiques et psychologiques de son emploi, sont telles que cette menace ne peut être agitée que de manière fort sélective. Mais il faut prendre au sérieux les avertissements du secrétaire américain à la défense, Schlessinger, à ce propos. L'impérialisme prépare l'opinion américaine à l'emploi d'armes nucléaires contre la révolution coloniale au moins dans deux cas concrets : celui de l'éclatement d'une nouvelle guerre civile en Corée ; celui d'une menace de destruction imminente de l'Etat sioniste. Rien ne nous dit que la menace restera limitée à ces deux cas dans les années à venir.

Finalement, il y a une arme d'intervention contre-révolutionnaire qui a conservé toute son efficacité et qui sera utilisée de manière d'autant plus régulière que l'intervention militaire directe devient plus difficile : celle de la pression économique, de l'étranglement financier, de la tentative d'affamer. Et pour certains pays semi-coloniaux, et pour certains pays impérialistes, il s'agit d'une arme redoutable par ses effets psychologiques et politiques autant sinon plus que par ses effets matériels immédiats. Il est du devoir des internationalistes de préparer la classe ouvrière internationale et les masses du monde à apprendre comment riposter à cette arme là, dont l'emploi n'entraîne pas des réactions aussi massives et aussi spontanées que celles provoquées par des bombardements barbares ou l'envoi de troupes d'intervention.

L'interaction entre les divers secteurs de la révolution mondiale

Objectivement, ce changement de la situation mondiale renforce la tendance vers le déplacement du centre de gravité de la révolution mondiale vers les pays industrialisés, renforce le poids du prolétariat urbain même dans le cours de la révolution des pays semi-coloniaux, et accélère le retour vers des formes de révolution prolétarienne et socialiste qui se rapprochent des "normes" des révolutions de 1917-1923, tendance que les résolutions politiques adoptées par le 9e et le 10e Congrès de la IVe Internationale avaient déjà mise en évidence.

La combinaison de la nouvelle situation internationale créée par la défaite impérialiste au Vietnam ; la remontée des luttes ouvrières en Europe ; la crise mondiale de direction de la bourgeoisie ; la récession généralisée de l'économie capitaliste internationale, a créé des conditions exceptionnellement favorables pour l'avènement d'une situation révolutionnaire presque simultanée dans toute une série de pays d'Europe : Portugal, Espagne, Italie, France, voire Grande-Bretagne. On n'en est pas encore là mais on n'en est plus fort éloigné. Déjà les événements au Portugal commencent à prouver que nous ne nous sommes pas laissé entraîner par un optimisme excessif lorsqu'au centenaire de la Commune de Paris, nous nous sommes permis de prédire que l'heure approche où l'on verra de nouveau des conseils ouvriers apparaître en Europe.

L'acharnement de toutes nos sections européennes à propager à travers la vague montante de luttes des ouvriers et des jeunes l'adoption de plus en plus étendue par les masses de formes d'auto-organisation comme les assemblées générales de grévistes, l'élection démocratique de comités de grèves, responsables devant elles, leur coordination locale, régionale, nationale, porte déjà et portera de plus en plus ses fruits. C'est une classe ouvrière

différente de celle des années '40 et '50 qui abordera les prochaines crises révolutionnaires en Europe, différente non seulement par sa force, sa confiance en elle-même, son niveau de qualification et de culture, mais aussi par son niveau de préoccupations, de revendications et de conscience, donc différente par sa capacité de s'autonomiser des appareils bureaucratiques et différente par sa capacité de passer à la forme suprême de l'auto-organisation qui est la forme soviétique.



La transcroissance des organisations trotskystes en partis révolutionnaires de masse est étroitement liée à l'apparition de situations de dualité de pouvoir car c'est seulement dans une telle situation que le choix entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire cesse d'être le choix entre une réalité vécue (avec les avantages et les désavantages familiers) et une idée, peut-être attrayante mais sans portée immédiate, pour devenir une question d'expérience pratique quotidienne pour les masses.

La réapparition de situations révolutionnaires se rapprochant de la "norme" des révolutions prolétariennes russe et allemande, fondée sur les conseils ouvriers, aura des répercussions profondes sur d'autres secteurs de la révolution mondiale. Elle stimulera dans les pays semi-coloniaux eux-mêmes le développement de l'autonomie de classe tant politique qu'organisationnelle du prolétariat, coupant l'herbe sous les pieds de l'idéologie et des expériences "frontistes" d'inspiration stalinienne, réduisant ainsi les risques de déformations bureaucratiques et nationalistes au départ de

ces révolutions. Le cas de l'Angola est déjà typique à ce propos. Si c'est incontestablement le mouvement révolutionnaire des masses coloniales qui a porté le coup décisif contre la dictature de Salazar-Caetano et qui a déclenché le processus de décomposition de l'armée bourgeoise portugaise, les progrès de la révolution portugaise ont eu à leur tour des répercussions au sein du processus révolutionnaire en Angola, stimulant l'auto-organisation et l'auto-défense du prolétariat urbain, qui élève de ce point de vue ce processus révolutionnaire au niveau le plus avancé connu jusqu'ici en Afrique noire.

Le développement de situations de double pouvoir dans les pays impérialistes d'Europe, voire la victoire de révolutions socialistes dans un ou plusieurs de ces pays, aura des répercussions non moins profondes sur la dynamique révolutionnaire aux Etats-Unis. L'identification du "socialisme" avec l'"oppression"

et la "tyrannie", avec la réduction des libertés politiques et individuelles des larges masses, n'est pas seulement un produit de la propagande impérialiste. Cette identification ne fut point acceptée comme évidente par le prolétariat américain au cours des années '20 et au début des années '30, malgré une propagande anti-communiste aussi acharnée sinon plus hystérique que celle d'aujourd'hui. Cette identification est le produit du stalinisme et de ce que les masses américaines connaissent de la réalité politique des Etats ouvriers bureaucratisés. L'apparition, dans des pays industrialisés, d'un "modèle" d'Etat ouvrier et d'économie planifiée libérés des tares de la bureaucratie stalinienne, donnera une contribution colossale à la conquête par le prolétariat américain d'une conscience de classe politique au niveau le plus élevé.

La percée de la révolution prolétarienne en Europe capitaliste peut également modifier du tout au tout la situation en URSS et dans les



l'europe au seuil des conseils ouvriers... telle est la chance que la révolution vietnamienne a renforcée pour les révolutionnaires

"démocraties populaires". Ces pays sont ébranlés par une crise politique et sociale croissante. Mais la passivité politique du prolétariat soviétique constitue l'obstacle principal sur la voie du débouché de cette crise vers la révolution politique victorieuse, conservant et renforçant les conquêtes d'Octobre, et frayant la voie vers la création accélérée, à l'échelle internationale, d'une société socialiste sans oppression ni inégalité sociales. A son tour, le manque de perspectives politiques d'ensemble est l'obstacle principal sur la voie de la politisation du prolétariat soviétique.

Celui-ci déteste le règne de la bureaucratie. Il n'a aucune envie de revenir au capitalisme et la crise actuelle avec ses 17 millions de chômeurs dans les pays impérialistes n'est pas faite pour le faire changer d'avis. Il se réfugie dès lors dans la vie privée et dans la tentative occasionnelle de défendre des acquis immédiats. Une percée révolutionnaire en Europe capitaliste, libérant l'image du socia-

lisme du discrédit que la dictature bureaucratique lui a empreint, créant une issue tangible par rapport au dilemme "dictature de la bureaucratie ou restauration du capitalisme", accélérera la repolitisation du prolétariat soviétique, empêchera toute nouvelle intervention contre-révolutionnaire du Kremlin en Europe orientale comme celle employée pour étouffer la révolution hongroise et tchécoslovaque, et stimulera la victoire de la révolution politique dans les "démocraties populaires" et en URSS.

L'Europe au seuil des conseils ouvriers ; le monde au seuil d'un nouveau bond en avant de la révolution internationale ; la IVe Internationale au seuil de partis révolutionnaires de masse dans plusieurs pays : telle est la chance que la révolution vietnamienne a renforcée pour les révolutionnaires. Sachons saisir cette chance ; elle ne restera pas toujours avec nous.

20 Juillet 1975

LA CRISE DU REGIME



MILITAIRE NATIONALISTE

Nous publions ci-dessous le résumé d'une longue étude qui nous est parvenue de la part d'un marxiste-révolutionnaire indépendant du Pérou. Nous la considérons comme une contribution intéressante pour ouvrir un débat sur l'évolution de la situation politique et sociale dans un des pays d'Amérique du sud où la classe ouvrière n'a pas subi une défaite écrasante comparable à celle qui l'a frappée au Brésil, en Bolivie, en Uruguay et au Chili. Les opinions du signataire de cette étude ne sont pas nécessairement celles des organisations adhérant à la IVe Internationale au Pérou, dont nous espérons pouvoir reproduire bientôt des contributions à ce débat.

GUILLERMO LIMA

Le 5 février 1975, à 4 heures du matin, les blindés de la 2e Région Militaire (Lima) de l'armée péruvienne enfoncèrent les portes du 29e Commandement de la Garde Civile, où 3.000 policiers s'étaient retranchés pour protester contre le fait qu'après plusieurs journées de grève, leurs revendications n'avaient pas encore été satisfaites. Bien que les policiers retranchés ne fussent pas armés, ils furent traités comme des "mutins" et attaqués

avec des armes à feu. Le nombre des victimes fut élevé ; mais le gouvernement ne reconnut que le chiffre de sept policiers blessés par balles.

Cinq heures plus tard, des agitateurs de l'APRA (principal parti d'opposition bourgeois au Pérou qui, d'une position anti-impérialiste dans les années '30 et '40, a progressivement évolué vers des positions pro-impérialistes Ndlr) commencèrent à soulever des "couches

marginalisées" de la population de la capitale profitant de l'absence depuis trois jours de toute patrouille de police dans les rues. Des centaines de magasins furent pillés. Les quotidiens CORREO et OJO, le Casino Militaire et le Centre de Conférences furent complètement détruits par le feu. Les dégâts furent estimés à 1,2 milliard de soles (30 millions de dollars).

Ce n'est que vers la fin de l'après-midi que l'armée intervint en force et rétablit la situation en peu de temps.

La Plaza San Martin pendant les événements du 5 février.



Tout le monde se posa la question : pourquoi cette intervention fut-elle si tardive ? Pourquoi la Marine et l'Aviation furent-elles tenues à l'écart des événements et des décisions du 5 février ? Pourquoi les communiqués officiels sur la situation dans la capitale furent-ils signés jusqu'à 3 h. de l'après-midi par le général Leonidas Rodrigues, chef de la Région Militaire de Lima, puis, à partir de ce moment, par le Secrétaire aux Relations Publiques ? Pourquoi le général Richter Prada, Ministre de l'Intérieur, fut-il écarté du contrôle de la capitale ? Pourquoi le général Velasco, chef de la Junte Militaire, attendit-il presque deux semaines avant de s'adresser au peuple péruvien au sujet d'événements d'une telle gravité ?

La réponse est évidente. Les événements du 5 février ont révélé de graves dissensions au sein de la Junte Militaire. Celle-ci commença à éclater en plusieurs ailes opposées l'une à l'autre.

Le détonateur et l'arrière-fond

La cause immédiate des événements, ce fut le mécontentement des policiers et des membres de la Garde Civile, qui servit de révélateur d'une tension sociale croissante dans tout le

pays. Depuis plus de huit ans, les policiers n'avaient plus reçu d'augmentation de leurs traitements, alors que le coût de la vie avait augmenté de plus de 80 %. Cela a conduit à la démoralisation et au relâchement de la discipline dans les rangs de la police. De son côté, la Garde Civile ne fut jamais traitée comme partie des Forces Armées dans l'articulation des mécanismes du pouvoir. Ses officiers n'eurent point accès au gouvernement. On vit ainsi des policiers et des membres de la Garde Civile inciter à la grève et à la désobéissance aux ordres du gouvernement.

Dans des conditions de calme relatif dans le pays, pareille grève aurait pu être résolue rapidement. Il est clair que des secteurs du gouvernement et de la Junte ont délibérément laissé traîner les choses et aggravé le conflit, en refusant de répondre aux revendications que les policiers avaient présentées depuis plusieurs mois. Mais le fond du problème, c'est que, depuis une année, une crise sociale grave secoue le pays.

Le même 5 février 1975, une grève des employés de la sécurité sociale coïncide avec celle des policiers. Les soins hospitaliers venaient d'être suspendus par suite d'une grève revendicative de ses employés. Même la CGTP, centrale syndicale dirigée par le PC et caractérisée par l'appui inconditionnel qu'elle accorde à la Junte Militaire, fut impliquée dans d'innombrables conflits salariaux et dut proclamer une journée de grève nationale le 25 septembre 1974. Ce jour-là, 10.000 travailleurs de l'industrie métallurgique de Lima entrèrent en grève pour plus de deux semaines pour protester contre des licenciements massifs, des fermetures d'entreprises, la condamnation de dirigeants syndicaux, la détention arbitraire de travailleurs, l'immixtion policière dans le syndicat, etc.

Plus de 120.000 enseignants se sont mobilisés et déclenchèrent des grèves échelonnées pour sortir d'une situation réellement désespérée en matière de traitements. Le gouvernement leur a finalement accordé une maigre augmentation qui ne compense même pas la hausse du coût de la vie en 1974 (environ 20 %). Une nouvelle grève fut donc prévue pour avril 1975.

Le prolétariat des mines déclencha à son tour d'importants mouvements. Ce fut le cas des mineurs de Cata et d'Acari qui quittèrent leurs corons, situés à plus de 300 kms de Lima, et ne furent empêchés d'arriver dans la capitale que par l'envoi de renforts militaires. Les travailleurs de la Marcona Mining Co entrèrent en lutte pour protester contre l'intervention policière dans le syndicat.

L'aggravation de la lutte de classe fut marquée par des conflits croissants non seulement avec l'impérialisme mais encore avec le grand capital péruvien et le gouvernement

militaire qui le représente d'une manière générale. Et c'est cette aggravation qui a eu des répercussions de différenciation croissante au sein des forces armées elles-mêmes.

La crise économique

La politique économique de la Junte Militaire se caractérise par deux aspects principaux. D'une part, la croissance économique est posée en termes d'accumulation du grand capital (privé et étatique). D'énormes quantités de capitaux ont été investis dans les industries de base et d'infrastructure, où le temps de mûrissement atteint facilement 5 ans, ce qui est un stimulant additionnel à l'inflation.

D'autre part, le corollaire de cette accumulation accélérée des capitaux, c'est la surexploitation des travailleurs et des paysans. Plus de 80 % des ressources disponibles sont dirigés vers l'industrie. L'agriculture manque de crédits, d'aide technique, d'engrais. La réforme agraire est en bonne partie un échec. La redistribution des terres devrait se terminer en 1975 ; mais fin 1974, on n'avait pas encore touché à la moitié des terres à distribuer. Des réactions se sont déjà produites de la part de la paysannerie contre cet état de fait. Les paysans de Piura (à 1.100 km. au nord de Lima) ont initié des occupations "illégalles" de terres. Il en fut de même à Andahuaylas, où ils furent durement réprimés par l'armée.

Le sous-développement de l'agriculture s'est traduit par un déficit important de vivres. Ceci a provoqué une importation croissante de biens alimentaires, pesant sur la balance des paiements. Le gouvernement a dû subsidier les prix des vivres pour effacer en partie la différence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation afin de modérer quelque peu le rythme de l'inflation. Il en résulte un déficit budgétaire considérable, qui obligea le gouvernement à réduire ces subsides pour la période 1975-76 de 12 à 3 milliards de soles (de 300 à 75 millions de dollars). Cela a entraîné une hausse du coût de la vie, évaluée pour un ménage avec 3 enfants à des dépenses supplémentaires de 2.400 soles par mois, alors que le maximum d'augmentation des salaires accordée aux travailleurs ne fut que de 1.800 soles. Il y eut ensuite une nouvelle flambée des prix non seulement pour le pain, le lait, les poulets, les boissons non-alcoolisées, l'huile, les cigarettes, mais encore pour les tarifs d'eau, d'électricité et des transports en commun, le bois, les meubles, l'essence, etc, flambée qui cause de nouvelles réductions du revenu réel des masses. Le gouvernement reconnaît d'ailleurs qu'il ne lui est guère possible d'améliorer la situation avant 1977.

Un effort de coordination?

La riposte immédiate aux événements du 5 février, ce fut la constitution du "Comité de

Coordination des Organisations Populaires", regroupant 27 organisations qui représentent quelque 4 millions de travailleurs et de paysans. Largement influencé par la politique de "front anti-impérialiste", de "front populaire" et de collaboration de classe du PC péruvien, ce "Comité" fut cependant axé sur l'appui à la Junte Militaire, plus que sur la défense autonome des intérêts et des revendications des masses laborieuses. Ceci résulte clairement des trois points programmatiques de base avancés par les groupements qui furent à l'origine de la constitution du "Comité" :

- "(a) Collaborer de manière organisée à la poursuite de la production et au ravitaillement de la population.
- (b) Appuyer de manière résolue les actions destinées à préserver l'ordre public, et s'opposer au vandalisme, au pillage et à toute forme de sabotage.
- (c) Réaliser un travail de clarification de la réalité politique que vit le pays, pour empêcher les commérages et les distorsions d'informations qui divisent les Péruviens".

Malgré cette politique servile à l'égard de la Junte, celle-ci considéra avec inquiétude sinon effroi ce premier pas vers le regroupement et la centralisation de larges masses populaires à l'échelle nationale. Jamais, dans l'histoire du Pérou, on n'avait en effet connu un regroupement d'une masse aussi élevée d'ouvriers et de paysans. Aussi, la réaction du gouvernement fut-elle glaciale. Toutes les tendances de la Junte Militaire, y compris les plus "progressistes", réclamèrent la dissolution du "Comité". Vu l'attitude opportuniste de la plupart des dirigeants du "Comité", il ne fallut pas une grande pression pour qu'il cessât pratiquement de fonctionner.

Cependant, les forces civiles les plus proches de la Junte Militaire, surtout dans les milieux des intellectuels et de la bureaucratie d'Etat et des organisations "annexes" sentirent elles aussi la nécessité de faire quelque chose dans la situation politique troublée, révélée par le 5 février. Ils lancèrent donc un manifeste en faveur de la constitution du Mouvement de la Révolution péruvienne, M.R.P. Ce mouvement n'obtint cependant pas le moindre appui populaire. Et le général Velasco Alvarado le récusé publiquement dans sa conférence du 17 février 1975.

Alors que tous les partisans réformistes de la Junte s'attendaient à une dénonciation violente de l'APRA et d'autres forces pro-impérialistes, ce fut le communisme qui fut violemment dénoncé dans ce discours. Le général fit la distinction entre ceux qui étaient les "militants de la révolution péruvienne", et ceux qui avaient simplement le droit de l'appuyer comme sympathisants. Dans la première catégorie, il plaça exclusivement ceux qui rejettent toute forme de lutte de classe et toute adhé-

sion au marxisme. Il finit par proclamer que c'était à la Junte elle-même de déterminer les formes d'appui de masse qui lui semblaient appropriées (c'est ce que les masses ont appelé : "participation par décret"). Quelques jours plus tard, l'Organisation de la Révolution Péruvienne a été lancée sous l'égide de généraux féroce­ment anti-communistes comme le ministre de l'Intérieur, le général Richter Prada, "l'interventionniste" n° 1 dans les syndicats, le général Sala Orozco, le général Tantaléan Vanini, d'inspiration nettement fasciste, et autres.

Devant l'aggravation des contradictions et conflits de classe, la polarisation politique avance, mais sous une forme fort spécifique. Alors que la Junte Militaire se rend toujours davantage compte des risques de mobilisation et d'organisation autonomes des masses, et concentre tous ses efforts pour empêcher celles-ci, malgré tous les serments de fidélité que lui adressent les leaders du PC et d'autres réformistes, les masses laborieuses restent pour l'essentiel désorientées. Elles n'ont pas encore atteint un niveau de conscience suffisant pour formuler clairement une alternative de classe. Outre la confusion idéologique et politique causée par les réformistes, les divisions introduites par la Junte au sein du mouvement de masse jouent à ce propos un rôle prépondérant.

La classe ouvrière a un taux de syndicalisation d'environ 35 %. Le mouvement syndical est divisé en quatre centrales principales : la CGTP, dirigée par le PC, en partie débordée par les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière qui ont refusé de modérer leurs revendications comme le réclamait le P.C., pour ne pas gêner la Junte ; la CNT, d'inspiration démocrate-chrétienne, beaucoup plus faible que la CGTP, mais appuyant, elle aussi inconditionnellement, le gouvernement ; la CTP, contrôlée par l'APRA, seule Centrale à s'opposer au gouvernement, mais à partir de positions de droite, et qui a plutôt perdu du terrain dans la classe ouvrière en fonction de son orientation idéologique et politique ; la CTRP, créée par la Junte elle-même, chargée d'élargir la base de masse du régime et regroupant surtout de petits syndicats constitués dans les secteurs arriérés de la classe ouvrière.

Au sein de la paysannerie existent deux grandes organisations de base : la C.C.P., qui a une orientation plus combative, et la C.N.A., d'inspiration officielle, qui a pour but d'orienter les paysans dans une voie corporatiste. Vu le grand mécontentement qui règne en milieu paysan, même cette C.N.A., pourtant créée par le gouvernement, commence à échapper à son contrôle, et commence à se rapprocher de la C.C.P.

Quant aux enseignants, ils sont organisés à 90 % dans le SUTEP, dont la direction est

contrôlée par des maoïstes. Il y a aussi quelques petits syndicats d'instituteurs minoritaires, dont un contrôlé par le PC et un par le gouvernement.

Sur le plan politique, la division et la confusion sont encore plus prononcées. L'organisation la plus importante de la classe ouvrière est le PC. Mais son orientation d'appui à la Junte Militaire l'affaiblit petit-à-petit. Son influence a surtout reculé dans les secteurs les plus combattifs et les plus conscients du prolétariat et il subit en outre une crise interne, en fonction de la position politique à laquelle il adhère de manière rigide depuis 1968.

L'extrême-gauche est largement impuissante. Elle s'est avérée incapable de formuler une alternative globale au "réformisme militaire" et à proposer une approche correcte du problème de l'unification du mouvement de masse. Les maoïstes suivent une orientation qui apparaît comme objectivement provocatrice aux yeux de larges masses. Quant à ceux qui se revendiquent du marxisme révolutionnaire, ils sont divisés en de nombreux groupes très faibles.

Les divisions au sein de la Junte

La Junte Militaire elle-même ne constitue pas un bloc monolithique. Elle s'en tient incontestablement au dogme de "l'unité institutionnelle des Forces Armées", qui guide le comportement des officiers dans leur ensemble. Mais elle est déchirée par de nombreuses divergences tant idéologiques (attitude à adopter à l'égard des communistes, du marxisme, du fascisme, etc) que politiques (attitude à adopter à l'égard de l'impérialisme et de ses représentants dans le pays ; réactions spécifiques devant les mouvements revendicatifs des ouvriers et des paysans ; réponses à donner à la crise économique, etc).

Tous les efforts initiaux pour conquérir une large base d'appui populaire à la Junte à travers les organisations de masse traditionnelles ont échoué. Les diverses organisations de masse ont conservé leur autonomie propre, malgré toutes les manœuvres opportunistes de leurs dirigeants. C'est pourquoi la Junte s'est progressivement orientée vers l'organisation d'un appui populaire en dehors des syndicats, notamment par la création du SINAMOS (Système National d'Appui à la Mobilisation Sociale). Cette organisation, fondée sur les principes de collaboration de classe, cherche à convaincre les travailleurs que, par suite de la création de la "Communauté Industrielle" (la "réforme de l'entreprise" à la péruvienne), il n'y avait plus ni prolétariat ni bourgeoisie puisque les travailleurs "contrôlent en partie" les moyens de production. "Tous les Péruviens" devaient donc "collaborer au développement du pays".

Mais toute cette idéologie s'avéra totalement contraire aux faits révélés par l'évolution des dernières années. Le SINAMOS ne put donc organiser que les secteurs les plus arriérés des masses populaires. Il est d'ailleurs de plus en plus détesté, en fonction des méthodes autoritaires qu'utilisent ses dirigeants. Sa fonction objective a été celle de diviser le mouvement de masse. C'est comme telle qu'elle est perçue par une bonne partie des masses laborieuses.

Cette tentative de pénétrer de manière organisée au sein du mouvement de masse fut appuyée par un effort financier considérable. Une énorme armée de fonctionnaires a été créée pour le SINAMOS, dont le budget représente pour la seule année fiscale 1975-76, la coquette somme de 150 millions de dollars. Elle fut également accompagnée par une répression croissante contre des secteurs lutte de classe des syndicats, des interventions policières et bureaucratiques dans les syndicats, l'arrestation de dirigeants de grèves, etc.

Mais cette tentative de création d'une base populaire pour la Junte accentua aussi les divisions en son propre sein. Alors qu'ils adhèrent tous à l'idéologie de collaboration de classe, les militaires se divisent néanmoins en deux courants idéologiquement distincts : le courant dit "humaniste", fortement empreint d'idéologie démocrate-chrétienne, et le courant dit "nationaliste anti-communiste", au sein duquel des idées nettement fascistes sont en progrès.

Surtout grâce à l'appui du général Velasco Alvarado lui-même, c'est le courant "nationaliste anti-communiste" qui contrôle aujourd'hui presque tout l'appareil d'"organisation de masse" de la Junte, à commencer par celui du SINAMOS et du Ministère du Travail. Alors que la tendance "humaniste" est favorable à des moyens de gouvernement plus ou moins "libéraux", parce qu'elle croit aux vertus et aux résultats objectifs du "dépérissement de la lutte de classe" et de l'intégration de la classe ouvrière qu'elle prêche, les "nationalistes anti-communistes", plus pratiques, se rendent compte que la montée des luttes de masse ne pourra être vaincue, dans les conditions économiques et sociales données, que par l'emploi systématique de la manipulation, de la corruption et de la violence.

Paradoxalement, alors que l'aile "nationaliste anti-communiste" se renforce au sein du gouvernement et de l'appareil, l'aile "humaniste chrétienne" progresse plutôt au sein de l'armée. Il en résulte une situation dans laquelle l'aile "nationaliste anti-communiste" dispose d'une base trop faible pour pouvoir, par elle-même, organiser la répression du mouvement de masse. De là sa conjonction objective avec l'APRA et d'autres groupements d'opposition de droite, et la protection dont ceux-ci jouissent de la part de l'appareil répressif.

Il y a de nombreux exemples d'attaques à main armée contre des locaux de syndicats, y compris de syndicats contrôlés par le PC, effectuées par les bandes de l'APRA. Ces locaux syndicaux sont occupés et "récupérés" par ces bandes qui y constituent des "commissions de réorganisation" des syndicats, immédiatement reconnues par le Ministère du Travail et protégées par l'appareil de répression.

Mais vu les nombreux affrontements armés qu'il y eut dans le passé entre l'APRA et l'armée péruvienne, il y a, au sein de celle-ci, un véritable "anti-corps" secrété par rapport à une collaboration systématique avec l'opposition de droite et d'extrême-droite. De là les divisions apparues au sein des forces armées par rapport à l'orientation de la fraction "nationaliste anti-communiste", et les progrès relatifs réalisés par la tendance dite "humaniste chrétienne" parmi les officiers.

Les perspectives

Jusqu'ici, les grands industriels péruviens, ainsi que les représentants des joint ventures avec les firmes impérialistes, ont en gros appuyé la Junte Militaire. C'est plutôt dans les secteurs des petites et moyennes entreprises qu'on a rencontré les partisans d'un "retour à la constitutionnalité". Cette division correspond d'ailleurs à une réalité économique, la politique de la Junte favorisant surtout le grand capital péruvien, et les secteurs techniquement en pointe, plutôt que les petites industries traditionnelles.

Vu le peu de fruits qu'ont eu les efforts d'organiser et d'encadrer les masses sur une base corporatiste d'appui à la Junte -- efforts entrepris jusqu'ici surtout sous la forme de compétition avec les organisations syndicales traditionnelles et sans supprimer pour l'essentiel la liberté d'action de celles-ci -- la tentation grandit au sein de la classe dirigeante et dans les rangs de la Junte elle-même d'en finir avec l'expérience "réformiste corporative", et de passer à des formes de pouvoir plus directement répressives et violentes.

L'exacerbation de la lutte de classe à l'échelle nationale amène une polarisation progressive des forces politiques et sociales, qui s'exprime avant tout par l'apparition d'un courant ultra-réactionnaire, d'inspiration nettement fasciste, au sein de la Junte elle-même. Il s'érige en seule alternative "réaliste" face à la montée des luttes des masses. Ce courant est incarné au sein de la Junte par les généraux Tantaléan et Richter. Il s'appuie sur le "Mouvement Travailleur Révolutionnaire" (M.L.R.), groupe para-militaire de choc de plus en plus associé aux bandes d'APRA dans l'assaut contre les syndicats et d'autres organisations ouvrières de classe. Il est financé à partir du Ministère de la Pêche, c'est-à-dire par le général Tantaléan. Dans le passé,

le général Velasco Alvarado lui-même a d'ailleurs essayé d'imposer le général Tantaléan comme son dauphin.

Cependant, la grave maladie du général Velasco pose la question de sa succession à plus court terme. Le candidat qui semble disposer de l'appui de la majorité des officiers de l'Armée est le général Morales Bermudez, plutôt allié à la tendance "humaniste chrétienne". De là une certaine inquiétude de l'extrême-droite, qui a trouvé une expression frappante vers le 20 juin 1975, quand les commandants les plus réactionnaires de la Marine déposèrent le Commandant Général et Ministre de cette arme, dans un mouvement d'insubordination caractérisée, que la Junte dut avaliser après coup. Le bruit court qu'une opération du même genre est en train de se préparer au sein de l'Aviation. Il y a quelques jours, le général Richter, un des deux chefs de file de l'extrême-droite, déclara à un journaliste : "Beaucoup de choses peuvent changer d'ici le 28 juillet (date de la fête nationale au Pérou)".

Mais si la maladie du général Velasco s'aggrave encore plus brusquement que prévu, une percée des officiers "humanistes" autour du général Morales Bermudez n'est pas exclue. Cette percée pourrait se traduire par l'éloignement des dirigeants de l'aile pro-

fasciste : les généraux Tantaléan, Richter, Sala (SINAMOS), Segura (Office Central d'Informations) et autres.

Même dans ce cas, le danger de l'extrême droite ne serait point écarté. Les sommets des forces armées baignent dans leur ensemble dans un esprit anti-communiste. L'impérialisme et l'APRA oeuvrent frénétiquement dans le même sens, au sein du pays et au sein des forces armées. Et le grand Capital, qui a jusqu'ici appuyé l'expérience du "réformisme militaire", s'inquiète de plus en plus de la montée des luttes des masses, et pourrait, à son tour, opter pour un régime plus dur, sous une forme ou une autre.

Le danger fasciste ne sera écarté que si les masses ouvrières affirment leur autonomie de classe dans des mobilisations de plus en plus généralisées et l'organisation de plus en plus centralisée de leurs forces, tout en résolvant la question de l'alliance avec la paysannerie et avec la petite-bourgeoisie urbaine dans des formes telles qu'elles n'engagent pas l'épreuve de forces de manière isolée, avec un rapport de forces défavorable conduisant à la défaite.

2 juillet 1975

suite de la page 32

De notre prison de Carabanchel, nous, prisonniers politiques des organisations sous-signées et prisonniers politiques indépendants, nous appuyons fermement ce combat, et nous nous déclarons prêts à nous joindre à la lutte dans la mesure de nos forces.

En ce moment se préparent des batailles décisives. Faire reculer la Dictature, voilà l'objectif.

**LIBERTE POUR GARMENDIA ET OTAEGUI !
PLUS D'ASSASSINATS LEGAUX ! A BAS
L'ETAT D'EXCEPTION ! DISSOLUTION DES
CORPS REPRESSIFS ET DES TRIBUNAUX
SPECIAUX ! LIBERTE POUR LES PRISON-
NIERS POLITIQUES ET RETOUR AU PAYS
DES EXILES ! A BAS LA DICTATURE ASSAS-
SINE !**

LCR-ETA (VI) ; L. C. ; OICE ; PCE (m-1) et
OSO (membres du FRAP) ; Patriotes Révolu-
tionnaires basques ; militants des Commis-
sions Ouvrières ; militants indépendants.

12 juillet 1975

Note explicative de la LCR-ETA (VI).

Les organisations qui ont signé cet appel de Carabanchel ne constituent pas l'ensemble de celles qui sont déjà arrivées à un accord précis d'actions pour sauver la vie de Garmendia

et d'Otaegui. L'ensemble de ces organisations inclut également le MCE, l'ORT et des militants du PSOE. Mais comme conséquence de leur participation à la Plateforme de Convergence Démocratique, ces trois organisations posèrent comme condition d'adhésion au Manifeste de Carabanchel l'inclusion parmi les signataires du Parti Carliste.

La LCR-ETA (VI), la LC, l'OICE, le PC (ml), l'OSO et divers militants des commissions ouvrières, ainsi que divers militants indépendants, refusèrent d'inclure dans un appel à la classe ouvrière et aux opprimés des peuples de l'Etat espagnol, la signature d'un parti bourgeois, bourreau du prolétariat espagnol en 1936, dont les déclarations actuelles confuses ne constituent d'aucune manière une rupture avec la bourgeoisie ou avec son propre passé. Ces organisations, avec quelques nuances, estiment qu'admettre la signature du Parti Carliste implique semer la confusion sur le caractère de classe de cette organisation, et par conséquent sur sa capacité de défendre, fût-ce de manière tactique, les intérêts de la classe ouvrière, des exploités et des opprimés par la dictature et par le capitalisme. Pour cette raison, deux manifestes sortirent de la Prison de Carabanchel sur le même sujet. Quelques patriotes basques et quelques indépendants ont signé les deux manifestes à la fois. D'autres patriotes révolutionnaires basques ont signé seulement le document qui exclut la signature du Parti Carliste.

les prisonniers politiques appellent à la solidarité avec garmendia et otaegui

Nous recevons l'appel suivant, signé par des prisonniers politiques de nombreuses organisations de gauche détenus à la prison de Carabanchel (Madrid) :

Au peuple de Madrid, à la classe ouvrière et aux autres couches opprimées de tous les peuples de l'Etat espagnol. A l'opinion publique internationale.

Devant la montée irrésistible du mouvement de masse en lutte pour ses revendications et contre la dictature, celle-ci ne voit d'autre issue qu'une répression toujours plus féroce. A l'état d'exception en Biscaye et à Guipuzcoa, où les bandes fascistes agissent en accord avec la police dans une impitoyable chasse à l'homme, se joint une escalade répressive dans le reste de l'Etat espagnol.

Dans ce contexte, la dictature a décidé de CONDAMNER A MORT deux patriotes révolutionnaires basques : J.A. GARMENDIA (Tupa) et ANGEL OTAEGUI. Elle les accuse d'avoir causé la mort d'un membre des Services d'Information de la Guardia Civil, membre de l'appareil répressif franquiste haï du peuple basque du fait des tortures qu'il appliqua aux combattants qui étaient tombés dans ses griffes.

LE PROCES CONTRE GARMENDIA ET OTAEGUI PEUT COMMENCER A TOUT MOMENT. Nous savons que la dictature n'a besoin d'aucune preuve pour déclencher la répression la plus bestiale contre ceux qui luttent contre elle et contre toute forme d'oppression sociale et nationale, comme elle n'avait pas eu besoin de "preuves" pour assassiner en l'espace d'un mois sept personnes en Euzkadi et une personne à Vigo, et pour laisser le patriote révolutionnaire basque Eustacio Erquicia mourir lentement suite aux tortures qu'il avait subies au commissariat de police de Bilbao.

Une fois de plus, la dictature dirige son agression contre l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire en la personne de deux combattants éminents, deux patriotes révolutionnaires basques. Elle pense sans doute que sa répression terroriste évitera les mobilisations qui mettront fin à l'exploitation. Mais il n'en est pas ainsi. De puissantes mobilisations éclatent dans tout l'Etat espagnol avec une dynamique de grève générale, y compris sous l'état d'exception dans le pays basque lui-même.

Aujourd'hui, il faut unir ces combats pour transformer les procès en préparation en un nouveau procès de Burgos. A ce moment là la classe ouvrière, avec ses organisations à la tête de toutes les couches opprimées, et jointe au prolétariat international, avait, en une lutte exemplaire et sans précédent, sauvé la vie de six révolutionnaires basques condamnés à mort. VOILA LA VOIE A SUIVRE. Le mouvement ouvrier et populaire ne doit pas permettre la répétition de l'expérience qui a conduit à l'assassinat du militant révolutionnaire S. PUIG ANTICH, lorsque l'absence de mobilisation de masse permit au régime de garder les mains libres pour l'assassiner.

NOUS DEVONS RESTER VIGILANTS. La dictature comprend qu'il ne lui reste plus beaucoup de temps. Elle est engagée dans une course contre la montre dans l'espoir d'éviter les mobilisations. Pour cette raison, il convient de commencer et de se préparer dès maintenant.

Vu l'assassinat possible de Garmendia et d'Otaegui, ainsi que les menaces qui pèsent sur Genoveva Forest, A. Duran et d'autres, nous devons essayer d'unifier les luttes de la classe ouvrière et d'autres couches opprimées de tous les peuples de l'Etat espagnol afin de sauver la vie de ces révolutionnaires, et d'avancer sur la voie du renversement de la Dictature.

suite à la page 31